JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15°

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 20^e SEANCE

Séance du Mercredi 4 Mai 1966.

SOMMAIRE

1. — Mise au point au sujet d'un vote (p. 1080).
2. — Juridictions compétentes pour la navigation du Rhin. — Discussion d'un projet de loi (p. 1081).
M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
Art. 1^{er} à 6. — Adoption.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.
3. — Juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle. — Discussion d'un projet de loi (p. 1081).
M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
M. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice.
Art. 1^{er} à 3. — Adoption.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.
4. — Célébration du mariage. — Discussion d'une proposition de loi (p. 1082).
M. Krieg, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
M. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice.

Article unique :

Amendement n° 2 du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur, Peretti.

Adoption de l'amendement, modifié.

Adoption de l'article unique, modifié.

5. — Procédure du divorce. — Discussion d'une proposition de loi (p. 1083).
M. Krieg, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
M. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice.
Art. 1^{er} et 2. — Adoption.
Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.
6. — Dépôt de rapports (p. 1084).
7. — Dépôt d'un avis (p. 1084).
8. — Ordre du jour (p. 1084).

PRESIDENCE DE M. JEAN CHAMANT,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. Jacques Bérard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bérard.

M. Jacques Bérard. Monsieur le président, durant une dizaine de jours, j'ai été absent de l'Assemblée, pour des raisons d'ordre familial, et j'ai régulièrement délégué mon droit de vote à l'un de mes collègues.

C'est pendant cette période qu'a été discuté le projet de loi portant amnistie d'infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie. Le collègue que j'avais mandaté s'est prononcé, en mon nom, en faveur de ce texte, par une interprétation manifestement erronée de mes instructions. En conséquence, je vous demande, monsieur le président, de bien vouloir me donner acte de ce que je me serais abstenu si j'avais pu participer personnellement au scrutin.

M. le président. Mon cher collègue, je ne puis qu'enregistrer votre déclaration et vous en donner acte.

M. Jacques Bérard. C'est tout ce que je souhaitais, monsieur le président.

— 2 —

JURIDICTIONS COMPETENTES
POUR LA NAVIGATION DU RHIN

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi modifiant la loi du 21 avril 1832 et la loi du 19 mars 1934 et relatif aux juridictions compétentes pour la navigation du Rhin (n° 1585, 1789).

La parole est à M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Raymond Zimmermann, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'organisation judiciaire de la navigation sur le Rhin paraît avoir été envisagée pour la première fois en 1804 lorsque la convention de l'octroi a créé une commission qui devait être compétente en matière de perception des droits d'octroi et de police de la navigation. Mais c'est le congrès de Vienne qui a institué les tribunaux rhénans de la navigation et une commission centrale du Rhin. Cette ébauche de réglementation devait être ensuite reprise par la convention de Mayence de 1831.

Sous le règne de Louis-Philippe, la loi du 21 avril 1832 a institué les juridictions des droits de navigation sur le Rhin, lesquelles avaient à connaître des contraventions au règlement sur la navigation rhénane, des contestations relatives aux divers droits de navigation, des entraves à l'usage des chemins de halage et enfin des dommages causés par les conducteurs des bateaux et des trains de bateaux pendant leur voyage ou en abordant.

La loi de 1832 donnait compétence judiciaire aux juges de paix des cantons dont le territoire se trouve contigu au fleuve. Les jugements rendus par ces juridictions en première instance pouvaient être déferés devant le tribunal d'arrondissement de Strasbourg lorsque la cause avait pour objet une valeur excédant 50 francs or. L'appel pouvait également être porté devant la commission centrale instituée à Mayence en vertu des traités.

Enfin, les jugements prononcés par les juges des droits de navigation du Rhin résidant sur un territoire étranger étaient exécutoires sur le territoire français, sans nouvelles instructions, dès qu'ils étaient passés en force de chose jugée et l'exequatur était prononcé par le tribunal civil de Strasbourg.

La convention de Mannheim du 17 octobre 1868 a posé les principes de l'institution judiciaire de la navigation rhénane mais la loi du 21 avril 1832 ne fut pas modifiée parce que l'intervention de la guerre de 1870 empêcha le législateur français de mettre notre législation en harmonie avec cette convention qui remplaçait la convention antérieure de Mayence.

La loi du 25 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin décida que les fonctions des juges de la navigation sur le Rhin seraient remplies en première instance dans les cantons dont le territoire se trouve contigu à ce fleuve par les juges cantonaux desdits cantons. Cette même loi décida que le tribunal de premier instance de Strasbourg remplirait les fonctions de tribunal d'appel des droits de navigation, conformément à l'article 3 de la loi du 21 avril 1832.

Enfin, la loi du 19 mars 1934 qui eut pour objet d'appliquer la convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 et de réduire le nombre des tribunaux français pour la navigation sur le Rhin vint décider, par son article 2, que le tribunal cantonal de Strasbourg serait seul compétent pour connaître des affaires visées à l'article 34 de la convention de Mannheim et que le tribunal de première instance remplirait les fonctions de tribunal d'appel pour la navigation du Rhin.

Par la suite, et en conséquence de la réforme judiciaire organisée par le décret du 22 décembre 1958, le tribunal d'instance de Strasbourg constitua le seul tribunal de première instance compétent pour tous les litiges intéressant la navigation du Rhin.

La convention de Mannheim permettant aux parties de se pourvoir en appel lorsque la valeur de la cause est supérieure à 50 francs or, l'appelant a la faculté de porter son appel soit devant la commission centrale du Rhin, soit devant le tribunal du Rhin supérieur du pays dans lequel le jugement a été prononcé. En conséquence, et par application des textes qui viennent d'être énoncés, le tribunal de grande instance de Strasbourg était demeuré le tribunal d'appel pour tous les jugements rendus en France par le tribunal d'instance de Strasbourg.

L'objet du projet de loi est de transférer à la cour d'appel de Colmar pour les chambres siégeant à Colmar les attributions du tribunal de grande instance de Strasbourg. Ce transfert se justifie parce que, depuis la réforme de 1958, la cour d'appel de Colmar est seule compétente pour connaître des appels interjetés contre les décisions prononcées par tous les tribunaux d'instance de son ressort.

Par ailleurs, l'application de la convention du 27 octobre 1956 sur la canalisation de la Moselle qui fait l'objet du projet qui sera discuté dans quelques instants, va constituer la cour d'appel de Colmar en juridiction d'appel pour tous les litiges judiciaires ayant trait à la navigation sur la Moselle. Il en résultera donc une uniformisation de la jurisprudence en appel pour tous les litiges concernant les deux grands fleuves que sont le Rhin et la Moselle.

L'article 1^{er} du projet remplace les dispositions de l'article 3 de la loi du 19 mars 1934 en appelant la cour d'appel de Colmar à remplir les fonctions de tribunal d'appel pour la navigation sur le Rhin.

L'article 2 dispose que les procédures en cours devant le tribunal de grande instance de Strasbourg seront continuées de plein droit devant la cour d'appel. Le deuxième alinéa de cet article précise les conditions de validité des actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement à la modification législative faisant l'objet du présent projet de loi.

L'article 3 donne compétence au tribunal de grande instance de Strasbourg pour continuer à connaître de l'exécution des décisions rendues par lui avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Enfin, l'article 4 contient une simple modification de forme qui consiste à remplacer, dans l'article 9 de la loi du 21 avril 1832, les mots « tribunal civil de Strasbourg » par les mots « cour d'appel de Colmar ».

C'est sous le bénéfice de ces observations que la commission des lois a prié son rapporteur de donner un avis favorable au vote du projet de loi.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Articles 1^{er} à 6.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article 3 de la loi du 19 mars 1934 relative à l'application de la convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — La cour d'appel de Colmar remplit les fonctions du tribunal d'appel pour la navigation sur le Rhin. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 2. — Les procédures en cours devant le tribunal de grande instance de Strasbourg sont continuées de plein droit devant la juridiction désormais compétente.

« Les actes, formalités et jugements, régulièrement intervenus antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, n'ont pas à être renouvelés, à l'exception des citations ou assignations données aux parties, aux témoins et aux experts à fin de comparution personnelle. Ces assignations et citations produisent cependant leurs effets ordinaires interruptifs de prescription, même si elles ne sont pas renouvelées. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le tribunal de grande instance de Strasbourg continue de connaître de l'exécution des décisions rendues, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par les juridictions pour la navigation sur le Rhin. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Dans l'article 9 de la loi du 21 avril 1832, les mots « tribunal civil de Strasbourg » sont remplacés par les mots « cour d'appel de Colmar ». — (Adopté.)

« Art. 5. — Les décisions des juridictions étrangères pour la navigation du Rhin, lorsqu'elles sont passées en force de chose jugée, sont rendues exécutoires sur le territoire français sans nouvelle instruction par la cour d'appel de Colmar. » — (Adopté.)

« Art. 6. — L'article 5 de la loi du 21 avril 1832 est abrogé. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 3 —

JURIDICTIONS COMPETENTES POUR LA NAVIGATION DE LA MOSELLE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi déterminant, en application de la convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956, les juridictions compétentes pour la navigation de la Moselle (n° 1586, 1790).

La parole est à M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Raymond Zimmermann, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, la convention sur la canalisation de la Moselle, signée le 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand Duché de Luxembourg a institué, pour la Moselle, un régime judiciaire de navigation analogue à celui du Rhin.

Aux termes de l'article 34 de cette convention, il doit être établi dans les localités convenables situées sur la Moselle ou à proximité de la rivière, et dans la mesure où chaque gouvernement le jugera nécessaire, des tribunaux chargés de connaître des affaires mentionnées par l'article 35 de cette même convention et qui ont trait, en matière pénale, à l'instruction et au jugement de toutes les contraventions relatives à la navigation et à la police fluviale et, en matière civile, aux contestations relatives au paiement et au montant des péages, droits de grue, de port et de quai, ainsi qu'aux dommages causés du fait de la navigation par les bateliers pendant le voyage ou en abordant.

Par ailleurs, les parties pourront, toujours en vertu de la convention internationale relative à la canalisation de la Moselle, se pourvoir soit devant le tribunal supérieur du pays dans lequel le jugement aura été rendu, soit devant le comité d'appel de la commission de la Moselle.

Enfin, il a été prévu que les tribunaux pour la navigation de la Moselle auront la même procédure que les tribunaux pour la navigation du Rhin telle que celle-ci a été définie par les articles 32 à 40 de la convention de Mannheim. Il suffira de rappeler qu'en ce qui concerne la procédure des tribunaux pour la navigation du Rhin, celle-ci doit être la plus simple et la plus prompte possible. Il ne pourra être exigé aucune caution des étrangers à cause de leur nationalité; le jugement énoncera les faits qui auront donné lieu à l'instance, et les questions à décider d'après le résultat de l'instruction et les motifs sur lesquels il s'appuie. Le conducteur ou le flottage ne pourra être empêché de continuer son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui dès qu'il aura fourni le cautionnement fixé par le juge pour l'objet du débat.

Ces dispositions de la convention de Mannheim doivent être rapprochées des règles de procédure applicables dans le ressort de la cour d'appel de Colmar en vertu des dispositions du code de procédure civile local maintenues par la loi du 1^{er} juin 1924. Il en est ainsi, bien que le tribunal d'instance statuant comme juridiction de première instance doive être considéré non pas en tant que tribunal d'instance, mais en tant que tribunal pour la navigation du Rhin ou de la Moselle.

Il résulte de l'article 2 du projet de loi que les fonctions remplies par le tribunal d'instance de Strasbourg en ce qui concerne la navigation sur le Rhin seront remplies par le tribunal d'instance de Thionville en ce qui concerne la navigation sur la Moselle avec juridiction sur la partie de la Moselle située entre Metz et la frontière.

Par ailleurs, en vertu de l'article 1^{er} du projet, les dispositions appliquées à la navigation rhénane en vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et

de la Moselle, sont étendues aux transports transfrontières effectués au départ ou à destination d'un port ou lieu situé sur la Moselle entre Metz inclus et la frontière.

L'article 5 de la loi précitée du 1^{er} juin 1924 maintient expressément l'applicabilité de la loi du 15 juin 1895 sur le flottage et de la loi du 15 juin 1895 révisée le 20 mai 1898 sur la navigation intérieure ainsi que les dispositions de la législation locale relative à la responsabilité civile en matière de navigation extérieure, mais seulement en tant que ces deux lois s'appliquent à la navigation rhénane, étant précisé que les articles 596 et 617 du code des assurances sociales du 19 juillet 1911 ne s'appliquent pas à la navigation rhénane.

Les auteurs des projets de loi n° 1585 et 1586 ont ainsi voulu uniformiser les règles de compétence et de procédure applicables tant à la navigation du Rhin qu'à la navigation de la Moselle.

La loi du 21 avril 1832 appliquant la convention de Mayence avait désigné le tribunal civil de Strasbourg comme juridiction d'appel. Le projet de loi sur la navigation rhénane ayant remplacé le tribunal civil de Strasbourg par la cour d'appel de Colmar en tant que juridiction d'appel statuant en matière de navigation rhénane, et la convention franco-germano-luxembourgeoise du 27 octobre 1956 ayant disposé que les tribunaux pour la navigation de la Moselle auraient la même procédure que les tribunaux pour la navigation du Rhin, la conséquence logique de cette assimilation entraînait la dévolution à la cour d'appel de Colmar des fonctions de tribunal d'appel.

Afin d'éviter toute contrariété dans la jurisprudence, il est apparu que cette dévolution devait se faire à la cour de Colmar pour les chambres siégeant à Colmar et ce malgré l'existence d'une chambre détachée de la cour siégeant à Metz. Cette solution logique et dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice mérite d'être approuvée.

Quant à la procédure applicable devant la cour d'appel de Colmar, elle sera identique, qu'il s'agisse de navigation du Rhin ou de celle de la Moselle.

Rappelons que la loi du 21 avril 1832 n'a été ni modifiée ni abrogée et que ses dispositions doivent être appliquées concurremment avec les règles procédurales de droit commun, ce droit commun étant celui du code de procédure civile locale applicable dans les départements du Rhin et de la Moselle.

Il y a lieu d'observer notamment qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 21 avril 1832, les appels des tribunaux de la navigation doivent être instruits comme matières sommaires sans recours au ministère de l'avoué.

Il y a lieu d'observer également que les arrêts de la cour d'appel de Colmar, de même que les jugements des tribunaux d'instance de Strasbourg, en matière de navigation rhénane, et de Thionville, en matière de navigation mosellane, lorsqu'ils seront devenus définitifs à défaut d'appel, ont l'autorité de la chose jugée. Ils sont, par conséquent, exécutoires de plein droit sur le territoire français et peuvent être exécutés dans les pays signataires des conventions du 17 octobre 1868, en ce qui concerne le Rhin, et du 27 octobre 1956, en ce qui concerne la Moselle, dans les formes et conditions prévues par l'article 40 de la Convention de Mannheim.

Le projet de loi doit être approuvé à raison du souci d'uniformisation qui a présidé à son élaboration. Il était, en effet, indispensable d'apporter des règles uniformes à l'organisation judiciaire de la navigation sur le Rhin et sur la Moselle.

Il est cependant regrettable que les deux projets venus en discussion devant l'Assemblée nationale n'aient pas entrepris une réforme d'ensemble d'une institution judiciaire qui n'apparaît plus guère adaptée aux conditions économiques actuelles.

Cependant, sous la réserve de cette observation, la commission des lois constitutionnelles a prié son rapporteur de présenter un avis favorable au vote du projet de loi. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Le Gouvernement n'est pas en désaccord avec les propos très pertinents par lesquels M. Zimmermann a conclu son second rapport.

Il est parfaitement conscient que cette organisation judiciaire est quelque peu vieillie et mériterait d'être modernisée. Malheureusement, dans ce domaine, nous ne sommes pas les seuls maîtres des décisions à prendre, puisque la matière est régie par des conventions internationales.

Je retiens néanmoins le sentiment exprimé par M. le rapporteur au nom de la commission, sentiment qui est sans doute partagé par l'Assemblée tout entière, et selon lequel une modification des conventions régissant cette matière serait des mieux venues.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Articles 1^{er} à 3.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les dispositions appliquées à la navigation rhénane en vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sont étendues aux transports transfrontières effectués au départ ou à destination d'un port ou lieu situé sur la Moselle entre Metz inclus et la frontière. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 2. — Le tribunal d'instance de Thionville et la cour d'appel de Colmar (chambres siégeant à Colmar) remplissent respectivement les fonctions de tribunal de première instance et de tribunal d'appel pour la navigation de la Moselle avec juridiction sur la partie de la Moselle située entre Metz et la frontière.

« Les règles de procédure en vigueur devant les juridictions pour la navigation du Rhin sont applicables pour la navigation de la Moselle. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les décisions des juridictions étrangères pour la navigation de la Moselle, lorsqu'elles sont passées en force de chose jugée, sont rendues exécutoires sur le territoire français sans nouvelle instruction pour la cour d'appel de Colmar (chambres siégeant à Colmar). » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 4 —

CELEBRATION DU MARIAGE

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Peretti tendant à modifier l'article 75 du code civil relatif à la célébration du mariage (n^{os} 679, 908).

La parole est à M. Krieg, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre-Charles Krieg, rapporteur. Mesdames, messieurs, la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République vous appelle aujourd'hui à approuver, par votre vote, la proposition de loi déposée par M. Peretti tendant à modifier, d'une façon d'ailleurs assez modeste, les dispositions de l'article 75 du code civil qui a trait à la célébration du mariage.

De façon modeste, car il ne s'agit nullement de bouleverser les habitudes et les traditions, mais plutôt de revenir, d'une manière facultative, à ce qui fut pendant très longtemps le droit commun.

Tout le monde sait qu'avant le vote de la loi du 9 août 1919, les futurs époux qui désiraient se marier devaient se présenter devant l'officier d'état civil accompagnés de quatre témoins. Comme il semblait qu'à l'époque on avait du mal à trouver les quatre témoins en question, il fut décidé que les futurs époux ne seraient plus accompagnés que de deux témoins.

Cela pouvait paraître incontestablement une amélioration pour certains; l'usage a prouvé que c'était une complication pour d'autres. En effet, si nul n'est censé ignorer la loi, il n'en est pas moins demeuré que beaucoup de gens ne la connaissent pas, et que souvent les futurs époux se présentent devant les officiers de l'état civil accompagnés, non pas de deux, mais de quatre témoins. Ceux de nos collègues qui sont maires de petites, et même de grandes communes, pourraient dire que c'est bien souvent une source de menues complications, de difficultés mineures, mais réelles. En effet, il n'est pas toujours aisé d'expliquer que deux témoins peuvent signer sur le registre de l'état civil et les deux autres, non. De petits heurts, des difficultés d'amour propre se produisent. En conséquence, M. Peretti, maire d'une grande commune de France, a pensé qu'il convenait de revenir sur ces dispositions, d'y revenir d'ailleurs de façon tout à fait facultative, car il n'entre nullement dans son intention ni dans celle de la commission des lois qui a retenu sa proposition d'obliger demain toutes personnes qui désireront convoier de se présenter accompagnées de quatre témoins; il s'agit seulement de leur en laisser la faculté.

Il convient de permettre à ceux qui veulent donner au mariage civil un peu plus de lustre, un peu plus d'apparat qu'il n'en a en général, de se faire accompagner d'amis plus nombreux et

qu'en particulier, pour honorer certains de ces amis, ils puissent les inviter à participer de beaucoup plus près à la célébration même du mariage en apposant leur signature et en apportant leur témoignage du sérieux et de la solidité des liens qui vont être contractés.

Votre commission a donc considéré que la proposition de loi de M. Peretti était opportune et sage; elle vous demande par ma voix de l'adopter. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Mesdames, messieurs, à la fin du Moyen Age... (Sourires.)

M. Paul Coste-Floret. Dites-le en latin.

M. le garde des sceaux. J'y viens, monsieur Coste-Floret! Je disais donc qu'à la fin du Moyen Age on a connu une littérature juridique — à laquelle un conseiller à la cour de cassation, agrégé des facultés de droit...

M. Paul Coste-Floret. Très bien!

M. le garde des sceaux. ... a consacré sa thèse de doctorat — littérature qui avait pour objet de relever les différences existant entre le droit civil et le droit canonique. On désignait ces ouvrages d'un terme latin, les *differrentiaz*.

La loi de 1919 dont M. le rapporteur nous a commenté les dispositions a introduit l'une de ces différences puisque, depuis quarante-sept ans, le nombre des témoins au mariage civil a été réduit impérieusement à deux alors que le droit canonique en admet toujours quatre.

La proposition de loi de M. Peretti, à laquelle le Gouvernement se rallie très volontiers, tend à faire disparaître cette différence entre le droit civil et le droit canonique. Le Gouvernement pour sa part n'y voit que des avantages. Son propos rejoint donc celui de l'auteur de la proposition de loi et celui présenté par M. Krieg au nom de la commission. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Article unique.]

M. le président. « Article unique. — Le premier alinéa de l'article 75 du code civil est modifié comme suit :

« Le jour désigné par les parties, après le délai de publication, l'officier de l'état civil, à la mairie, en présence d'au moins deux témoins, ou de quatre au plus, parents ou non des parties, fera lecture aux futurs époux des articles 212, 213 (alinéas 1^{er} et 2), 214 (alinéa 1^{er}) et 215 du présent code. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n^o 2 qui, à la fin du second alinéa, tend à substituer aux mots : « 215 du présent code », les mots : « 215 (alinéas 1^{er} et 2) du présent code ».

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. L'amendement du Gouvernement concerne lui aussi les formalités du mariage, mais a trait, non pas au nombre des témoins, mais aux textes dont l'officier de l'état civil doit donner lecture aux futurs époux.

Aux termes des dispositions actuellement en vigueur, l'officier de l'état civil doit leur donner lecture de l'article 215 du code civil. Or, depuis les modifications apportées à cet article par la loi du 13 juillet 1965, celui-ci ne se contente plus de fixer les règles concernant la résidence du ménage, il comporte une innovation législative interdisant à l'un des époux de disposer, sans le consentement de son conjoint, des droits par lesquels est assuré le logement de la famille et les meubles meublant dont ce logement est garni. Il s'ensuit toute une série de dispositions concernant les actions en nullité.

Sans méconnaître l'importance sociale des dispositions nouvelles, qui sont dues d'ailleurs à son initiative, le Gouvernement pense qu'il n'est pas indispensable que l'officier de l'état civil en donne lecture en un moment aussi solennel que celui de la célébration du mariage. C'est à la fois trop ou trop peu. Car il faudrait lire alors aux époux — ce qui compliquerait considérablement la tâche des services de mairies chaque samedi matin — l'ensemble des dispositions concernant les effets du mariage, voire le régime matrimonial. Ainsi la lecture qui est faite aux époux est donc incomplète.

C'est pourquoi le Gouvernement estime que, tout en conservant cette partie de la célébration du mariage consacrée à la lecture des dispositions légales, l'officier de l'état civil pourrait avantageusement se dispenser de donner lecture du troisième alinéa de l'article 215 et borner la lecture de cet article à ses deux premiers alinéas.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission a examiné cet amendement et a estimé avec le Gouvernement qu'il était préférable de ne pas lire aux futurs époux, lors de la célébration du mariage, les dispositions concernant les actions en nullité, ce qui pourrait être mal compris.

En conséquence, elle a accepté l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Peretti.

M. Achille Peretti. Le Gouvernement ne pourrait-il pas aller plus loin encore et, lors de la célébration du mariage, supprimer la lecture de certaines autres dispositions du code civil ?

S'il est déjà attristant de parler de séparation de biens à de futurs époux, il l'est encore davantage de les avertir que le juge peut autoriser la femme à avoir une résidence séparée et ainsi de suite. Actuellement, on a l'impression que la célébration du mariage consiste surtout à appeler l'attention des époux sur tous les ennuis du mariage, alors qu'il faudrait faire en sorte qu'ils aillent vers cette union avec plus de sérénité et plus d'espoir dans l'avenir. (Applaudissements.)

M. le garde des sceaux. Déférant au vœu de M. Peretti, je suis tout disposé à modifier mon amendement. Je propose de limiter la lecture faite par l'officier d'état civil, de l'article 215, au seul alinéa 1^{er} dudit article. (Très bien ! très bien !)

M. le président. L'amendement n° 2 présenté par le Gouvernement serait alors ainsi rédigé :

« A la fin du second alinéa de l'article unique, substituer aux mots : « 215 du présent code », les mots : « 215 (alinéa 1^{er}) du présent code. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Si elle avait été saisie de l'amendement ainsi rédigé, la commission l'aurait certainement adopté.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, ainsi rédigé.

(L'amendement ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi, ainsi modifié.

(L'article unique de la proposition de loi, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

— 3 —

PROCEDURE DU DIVORCE

Discussion d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à modifier les articles 234 et 235 du code civil, relatifs à la procédure du divorce (n° 1057, 1690).

La parole est à M. Krieg, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre-Charles Krieg, rapporteur. Mesdames, messieurs, lorsque j'ai présenté et défendu devant la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ma proposition de loi n° 1057, tendant à modifier les règles de procédure du divorce, j'ai immédiatement précisé — je tiens à le faire de nouveau au début de ce débat — qu'il n'entraînait nullement dans mes intentions de faciliter en quoi que ce soit les divorces et donc d'en accroître le nombre.

Comme beaucoup de membres de cette Assemblée, j'estime qu'en France trop de mariages sont dissous par le divorce et qu'il convient d'éviter de prendre la moindre disposition qui pourrait encore en augmenter le nombre.

Mais nous sommes bien obligés de constater que le divorce existe, que chaque année les tribunaux sont saisis de dizaines de milliers d'instances qui représentent autant d'actes de procédure, parmi lesquels beaucoup, reconnaissons-le, ne répondent plus à ce qu'était le vœu du législateur lorsqu'ils furent adoptés.

Il en est ainsi en particulier de la présentation des requêtes qui fait l'objet des articles 234-1^{er} et 235 du code civil. Cette procédure, lorsque la loi sur le divorce fut votée à la fin du siècle dernier, répondait à un objet précis : celui de permettre à un magistrat d'examiner avec le requérant la requête qu'il déposait et éventuellement le détourner de l'instance de divorce qu'il avait l'intention d'entreprendre. A ce sujet, il est assez curieux de noter que la procédure de la séparation de corps ne comporte pas cette formalité.

En 1965, à une époque où les magistrats sont submergés par le nombre des demandes en divorce, ils ne remplissent plus en ce domaine le rôle qui était le leur il y a soixante-quinze ans.

La présentation de requête par le demandeur en divorce est devenue aujourd'hui, du moins dans les grands ressorts, dans les grandes villes, en particulier à Paris, une formalité qui ne répond plus à rien et certainement pas à ce qui fut le vœu du législateur. On voit dans les couloirs des palais de justice des files de plaideurs : le magistrat les reçoit et se borne la plupart du temps à s'assurer de l'identité des personnes qui ont présenté et signé la requête et à fixer une date pour la tentative de réconciliation.

Cela n'était certainement pas le vœu du législateur de 1884. La question qui se pose est de savoir s'il convient d'en rester à cette procédure, de conserver cette formalité, ou de la modifier.

Ce que je viens de dire est vrai pour les grands ressorts. Il faut reconnaître que dans les petits, où peut-être encore aujourd'hui le juge pourrait exercer une certaine influence sur le demandeur en divorce, on se heurte à une difficulté d'un autre ordre mais tout aussi importante.

Depuis quelques années, le nombre des tribunaux de grande instance a diminué et raison même de la réforme judiciaire. Aujourd'hui certains professionnels de province nous signalent que lorsqu'un plaideur désire divorcer, ils se trouvent dans l'obligation d'aller eux-mêmes au ressort du tribunal dont ils dépendent. Cela peut représenter parfois, dans le cas des départements où les tribunaux sont moins nombreux, un déplacement de deux jours puisqu'il faut se rendre au ressort du tribunal, y passer la nuit et revenir ensuite chez soi.

Dans ces conditions, est-il normal de maintenir une formalité qui a très certainement, en son importance, mais qui ne répond plus aujourd'hui à ce qu'on a attendu d'elle ? Personnellement, je ne le pense pas ; c'est la raison pour laquelle j'ai déposé cette proposition de loi n° 1057.

Cette proposition de loi, adoptée par la commission des lois constitutionnelles, avait été portée à la connaissance de nombreux professionnels du droit, qui ont à connaître des instances de divorce à quelque stade que ce soit. Elle a recueilli une unanimité rare dans ces milieux ; nulle voix ne s'est élevée pour défendre la procédure en vigueur.

Dans ces conditions, mesdames, messieurs, rapportant au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, je vous demande d'adopter la proposition de loi soumise à vos suffrages et qui tend à modifier le premier paragraphe de l'article 234 et l'article 235 du code civil. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Jean-François Gardes des sceaux, ministre de la justice. Mesdames, messieurs, j'aurai deux séries de brèves observations à présenter sur cette proposition de loi.

En premier lieu, sur la forme, je pourrais faire remarquer que la question traitée n'est probablement pas du domaine législatif, mais qu'elle appartient au domaine réglementaire. En effet, il s'agit exactement d'une règle de procédure civile. Or, la procédure ressortit au domaine du règlement en vertu de l'article 34 de la Constitution.

En deuxième lieu, sur le fond, certains commentateurs ont, semble-t-il, exagéré la portée de la proposition de loi en écrivant qu'elle tendrait à supprimer le préliminaire de la conciliation en matière de divorce. C'est inexact. Il s'agit simplement de dispenser l'époux demandeur de présenter lui-même la requête initiale et de lui permettre de le faire par ministère d'avoué.

Lorsque la question s'était posée, j'avais donné à la commission des lois un avis défavorable. Il y a en effet du pour et du contre.

Ce qui milite en faveur de la proposition de loi, c'est qu'effectivement la présentation de la requête en personne ne détourne sans doute jamais l'époux demandeur à persévérer. D'ailleurs, et M. Krieg l'a observé dans son rapport, la commission de réforme du code civil avait proposé de supprimer cette formalité.

A l'encontre, on peut se demander si la présentation en personne, en raison du déplacement qu'elle implique pour la comparution nécessaire devant un magistrat, n'est pas propre dans certains cas à faire hésiter l'époux demandeur et à le faire revenir sur ses intentions primitives, alors qu'il est tellement plus simple pour lui de laisser un avoué présenter la requête à sa place.

C'est une question que je pose. A vrai dire, je suis dans l'impossibilité absolue de fournir à l'Assemblée la moindre indication statistique sur le nombre des divorces évités par la présentation personnelle de la requête, car nous ne pourrions le savoir que par des confidences d'officiers ministériels ; ceux-ci, s'estimant tenus au secret professionnel en pareille matière, ne nous les feront vraisemblablement jamais.

Il y a donc — je me résume — à la fois des raisons pour et des raisons contre. Dans ces conditions, je ne peux mieux faire que de laisser l'Assemblée juge et de m'en remettre à sa sagesse.

M. le président. Monsieur le garde des sceaux, j'ai cru comprendre que vous évoquiez les dispositions de l'article 34 de la Constitution.

M. le garde des sceaux. Je n'insiste pas sur ce point. J'ai dit en terminant que je laissais l'Assemblée se prononcer.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles de la proposition de loi dans le texte de la commission est de droit.

[Articles 1^{er} et 2.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article 234 du code civil est modifié comme suit :

« L'époux qui veut former une demande en divorce présente, par avoué, sa requête au président du tribunal ou au juge qui en fait fonction.

« En cas d'interdiction légale résultant d'une condamnation, la requête à fin de divorce ne peut être présentée par le tuteur que sur la réquisition ou avec l'autorisation de l'interdit. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 2. — L'article 235 du code civil est modifié comme suit :

« Le juge ordonne au bas de la requête que les parties comparaitront devant lui au jour et à l'heure qu'il indique, et commet un huissier pour notifier la citation. » — (Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 6 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Maurice Bardet un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les terres australes et antarctiques françaises (n° 1701).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1799 et distribué.

J'ai reçu de M. Herman un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi relatif à l'indemnisation de certaines victimes d'accidents du travail survenus ou de maladies professionnelles constatées avant l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles concernant ces accidents ou maladies (n° 1696).

Le rapport sera imprimé sous le n° 1800 et distribué.

— 7 —

DEPOT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Bayle un avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi relatif aux mesures de protection et de reconstruction à prendre dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies et modifiant diverses dispositions du code forestier (n° 1703).

L'avis sera imprimé sous le n° 1788 et distribué.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 5 mai, à quinze heures, séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Discussion du projet de loi n° 1647 autorisant l'approbation de la convention générale de sécurité sociale et des trois protocoles annexes, signés le 11 mars 1965, entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Mali (rapport n° 1702 de M. Ribadeau Dumas, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Discussion du projet de loi n° 1576 relatif aux opérations de déminage poursuivies par l'Etat (rapport n° 1791 de M. Krieg, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(La séance est levée à quinze heures quarante-cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
René MASSON.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

19318. — 4 mai 1966. — **M. Tondut** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que le décret n° 66-80 du 28 janvier 1966 portant organisation de la campagne viticole 1965-1966 a apporté certaines améliorations à la situation viticole du pays, mais pour des raisons diverses, n'a pas produit tous les effets qu'on était en droit d'en attendre. C'est ainsi que les cours du vin demeurent au-dessous des prix plancher. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour assainir la situation des viticulteurs aussi bien en ce qui concerne la défense du prix que l'amélioration des moyens de stockage.

19322. — 4 mai 1966. — **M. Maurice Faure** expose à **M. le ministre de l'Économie et des finances** que le conseil des ministres de la Communauté économique européenne a décidé en décembre 1964 d'engager « dès que possible la responsabilité financière de la Communauté dans le secteur du tabac ». Or, à ce jour, le Gouvernement français n'a pas encore fait connaître ses propositions concernant cette politique commune, propositions qui doivent permettre de concilier harmonieusement les intérêts conjoints et interdépendants de la culture, du S. E. I. T. A., du commerce et de la fiscalité. En raison même de la complexité des problèmes qui sont posés, le Gouvernement se doit de prendre des initiatives conformes aux intérêts français et européens, et de les défendre à Bruxelles, en place d'attendre les initiatives d'autres pays susceptibles de s'opposer aux nôtres. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement concernant la politique commune dans le secteur du tabac.

19325. — 4 mai 1966. — **M. Schaff** demande à **M. le ministre de l'Équipement** quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour permettre un accroissement substantiel du nombre de logements construits, soit de logements collectifs, soit de logements individuels, à usage locatif ou en accession à la propriété, pour que l'objectif minimum de 550.000 logements par an puisse rapidement être atteint.

19326. — 4 mai 1966. — **M. Neuwirth** expose à **M. le ministre de l'Équipement** que l'idée de logement est associée fort heureusement aujourd'hui à celle reconnue inséparable d'infrastructure et d'équipement collectif. Il est admis que c'est désormais une conception d'ensemble qui doit présider à la définition d'une politique de l'habitat tant urbain que rural. Or, la constatation des situations existantes aussi bien que les indications données par l'Institut national de la statistique amènent à reconnaître que l'état du logement en France crée des problèmes graves pour le présent et pose des questions sérieuses pour l'avenir. C'est pourquoi il lui demande quelle politique il entend suivre dans ce domaine.

19329. — 4 mai 1966. — **Mme Prin** expose à **M. le Premier ministre** que les fermetures d'usines, les licenciements se poursuivent sans que des mesures soient envisagées pour assurer le réemploi des travailleurs. Au cours de son voyage dans la région du Nord le Président de la République a déclaré : « Il y a dans cette région pilote un problème économique et social qu'il faut résoudre ! » S'il est vrai que le catalogue des besoins a été dressé, aucune mesure, aucun engagement n'ont été pris pour donner une réponse concrète et positive aux questions angoissantes sur l'avenir de cette région, et particulièrement au problème de l'emploi. Les fermetures d'entreprises, les licenciements, l'accroissement du nombre des sans-travail, l'absence de perspective d'avenir pour les jeunes dont près de 30.000 sont actuellement en quête d'emploi constituent un problème urgent auquel il faut donner une solution d'urgence. On compte aujourd'hui 1.400.000 jeunes de moins de vingt ans dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le problème de leur avenir se pose. Le chef de l'Etat s'est contenté de faire allusion aux prévisions du V^e Plan. Il s'avère que ce V^e Plan prévoit que 70.000 jeunes seront sans emploi et obligés de quitter la région de 1966 à 1970. C'est pour affirmer leur opposition à cette politique économique et sociale que les travailleurs (mineurs, sidérurgistes, dockers, fonctionnaires, techniciens et cadres) ont manifesté sous des formes multiples lors du voyage du Président de la République exprimant ainsi leur volonté de voir aboutir leurs

revendications et de sauvegarder l'avenir de la région. Elle lui demande, si après avoir tiré les enseignements de ce voyage le Gouvernement entend prendre des mesures et lesquelles pour assurer le plein emploi régional et garantir le développement économique de la région du Nord.

19330. — 4 mai 1966. — M. Belmignère expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le rapport de la C. O. D. E. R. du Languedoc-Roussillon souligne la gravité de la crise actuellement ressentie dans la zone de Béziers-Narbonne et les difficultés de tous ordres qu'éprouvent les promoteurs de zones industrielles. Cette crise, caractérisée par la fermeture de nombreuses entreprises, des licenciements, des réductions d'horaires à Béziers et à Bédarieux, affecte sérieusement une région déjà frappée par le marasme de la viticulture. L'usine de reconversion I. N. E. U. R. C. O., au Bousquet-d'Orb, est encore fermée et ses travailleurs sont en chômage depuis deux mois. La Société nationale des chemins de fer français procède à des réductions d'effectifs et supprime le centre de transbordement de la gare de Béziers. La moyenne des salaires est inférieure de 20 à 30 p. 100 à la moyenne nationale ; l'exode de la main-d'œuvre, des jeunes en particulier, s'amplifie. Force est de constater qu'aucune mesure efficace n'a été prise pour enrayer cette grave détérioration qui frappe l'économie régionale languedocienne. Il lui demande si le Gouvernement entend prendre des mesures immédiates pour mettre fin en priorité aux licenciements en assurant le maintien des activités existantes et pour relancer l'économie régionale.

19333. — 4 mai 1966. — M. Ruffe expose à M. le ministre de l'économie et des finances l'incertitude dans laquelle se trouvent les gemmeurs de la forêt de Gascogne concernant le salaire qu'ils percevront pour la campagne de gemmage de 1966. La situation faite aux gemmeurs dans les dernières années a accéléré la désertion de la profession. De 16.000 en 1949 leur nombre se situe à peine à 7.000 environ au début de 1966. Entre 1965 et 1966, 1.011 gemmeurs ont encore abandonné la profession. Des mesures spéciales et urgentes s'imposent pour arrêter cette hémorragie et éviter que cette région ne devienne un véritable désert. La première mesure consiste sans aucun doute à assurer un salaire décent à ces travailleurs. Les gemmeurs demandent un salaire minimum de 0,50 F par litre de résine récoltée en 1966 contre 0,46 F en 1965. Tenant compte du fait que les propriétaires sylviculteurs garantissent 0,39 F par litre, l'intervention du fonds de compensation et de recherches des produits résineux paraît absolument indispensable et urgente pour combler la différence. Le comité interministériel chargé d'étudier les problèmes de la gemme a arrêté ses conclusions depuis le 6 avril après avoir accepté le rapport pour avis des professionnels (sylviculteurs, distillateurs et négociants) ; toutes les données du problème semblent donc réunies pour fixer l'intervention du fonds de compensation dans les délais les plus rapides. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre : 1° pour que le fonds de compensation et de recherches des produits résineux fixe le montant de sa participation concernant le salaire des gemmeurs, ceci avant le 20 mai, date de livraison de la première partie de la récolte de 1966 ; 2° pour doter le fonds de compensation des ressources indispensables à cet effet.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

19328. — 4 mai 1966. — M. Beauguilte expose à M. le Premier ministre que les paroles qu'il a prononcées récemment à l'Assemblée nationale, lors du débat concernant le V° plan sur l'axe Rhin-Rhône, ont été rassurantes. Toutefois, les déclarations faites à Epinal valent peu de temps par le ministre de l'équipement pourraient laisser craindre que la liaison mer du Nord-Méditerranée, et plus particulièrement la bretelle de la Meuse, se trouvent ajournées. Il lui demande s'il peut lui confirmer sa position sur ce point.

19331. — 4 mai 1966. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'équipement que l'aéroport d'Orly est implanté dans une zone très urbanisée groupant plusieurs centaines de milliers de personnes. Le bruit intensif auquel sont soumis les habitants de cette région est à l'origine de nombreux troubles nerveux et psychologiques et porte gravement préjudice à la population, notamment aux établissements hospitaliers où le repos des malades devient impossible et dans les écoles voisines de l'aéroport où les interruptions dues au bruit représentent jusqu'à 20 p. 100 du temps qui doit être consacré normalement à l'enseignement. Enfin le repos nocturne des habitants est fréquemment interrompu par les décollages de nuit autorisés par dérogation au règlement de l'aéroport qui prévoit une interdiction entre 22 h 15 et 6 h. En conséquence, il lui

demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre : 1° pour limiter les autorisations de décollages nocturnes ; 2° pour encourager l'étude des techniques susceptibles de diminuer le bruit des appareils au décollage et à l'atterrissage ; 3° pour assurer la protection et l'insonorisation des immeubles construits autour de l'aéroport ; 4° pour qu'il soit tenu compte de la situation précitée dans l'établissement des plans de construction de nouveaux aéroports.

19332. — 4 mai 1966. — M. Bustin expose à M. le ministre de l'Intérieur que la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de la police prévoit en son article 1^{er} que : « Les agents des services actifs de police de la préfecture de police soumis à la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948, dont la limite d'âge était au 1^{er} décembre 1956 égale à cinquante-cinq ans, bénéficient à compter du 1^{er} janvier 1957, s'ils ont droit à une pension d'ancienneté ou une pension proportionnelle pour invalidité ou par limite d'âge, d'une bonification pour la liquidation de ladite pension égale à un cinquième du temps qu'ils ont effectivement passé en position d'activité dans les services actifs de police. Cette bonification ne pourra être supérieure à cinq annuités ». De nombreux retraités de la police partis à la retraite avant la date d'application de la loi ne peuvent en bénéficier. Ainsi les agents qui ont exercé en même temps que leurs collègues le même travail, dans le même grade, avec les mêmes servitudes, se voient attribuer une pension inférieure de 10 p. 100 au moins à celle de leurs collègues bénéficiant de la loi du 8 avril 1957. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour accorder le bénéfice de la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 à tous les intéressés sans qu'il soit tenu compte de la date de leur mise à la retraite.

19334. — 4 mai 1966. — M. Raymond Barbel expose à M. le ministre de l'équipement que le syndicat des transports parisiens vient de prendre les décisions suivantes : a) suppression totale le dimanche de 37 lignes d'autobus sur 57 ; b) suppression totale ou partielle en soirée de 9 lignes sur 19 ; c) suppression définitive de la ligne 25 ; d) suppression partielle de la ligne 53. Ces suppressions interviennent au moment où, dans la région parisienne, s'imposent plus que jamais le développement et la modernisation des transports en commun. La suppression de lignes tend non pas à adapter la structure du réseau routier à l'évolution des besoins mais à réduire les dépenses engagées par la R. A. T. P. pour l'entretien de lignes considérées comme « non rentables ». Or, compte tenu du rôle des transports en commun dans la vie économique de la région parisienne, la rentabilité immédiate de ces transports ne saurait constituer un critère valable. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre : 1° pour faire rétablir toutes les lignes supprimées soit totalement, soit partiellement ; 2° pour exonérer la R. A. T. P. des impôts qui grèvent lourdement son budget et pour lui accorder le bénéfice de la réduction des prix (notamment du prix de l'essence et de l'électricité) consentie aux grandes entreprises industrielles et commerciales, ce qui permettrait à la R. A. T. P. de rétablir l'équilibre de son budget sans avoir recours à des mesures qui portent préjudice à l'intérêt des usagers et mettent en cause la notion même de service public.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

19319. — 4 mai 1966. — M. Berger expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'en vertu des dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 17 mai 1945 et de l'article 626 du code de l'administration communale, modifié par l'article 13 de l'ordonnance n° 59-33 du 5 janvier 1959, aucune indemnité ou avantage quelconque ne peut être alloué par les départements, les communes et leurs établis-

sements publics aux fonctionnaires et agents de l'Etat. Des dérogations peuvent être apportées à cette règle soit par un texte général (loi, décret, arrêté interministériel), soit par un arrêté d'autorisation ayant un caractère individuel. En application de cette réglementation, il apparaît que la rémunération d'un fonctionnaire d'Etat ainsi appelé à prêter son concours à une collectivité locale en exerçant les fonctions accessoires de secrétaire de mairie est fixée selon des critères différents selon qu'il a été autorisé à exercer ses fonctions accessoires par un texte général (instituteurs) ou par un arrêté individuel (agents des ponts et chaussées, agents du Trésor, agents des préfectures, etc.). Il lui demande si une réglementation ne pourrait intervenir pour unifier le mode de rémunération des fonctionnaires appelés à exercer des fonctions communales ou syndicales et si l'on ne pourrait considérer ces agents comme cumulant deux emplois, l'un à temps complet, l'autre à temps partiel et soumettre le cumul des rémunérations afférentes à ces deux emplois à certaines règles bien déterminées.

19320. — 4 mai 1966. — M. Boscary-Monsservin demande à M. le ministre de l'économie et des finances de bien vouloir lui fournir le tableau de ce qu'a coûté au budget, directement ou indirectement (subventions et détaxations), le commerce extérieur en l'année 1964, selon la présentation utilisée en réponse à la question n° 5119 (Assemblée nationale, séance du 14 mai 1957, p. 2393).

19321. — 4 mai 1966. — M. Boscary-Monsservin expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une loi du 12 juillet 1965 a supprimé le régime de l'anonymat en matière de bons de caisse émis par des entreprises autres que les banques; et que des entreprises commerciales et industrielles ne peuvent contracter des emprunts sous une forme autre qu'anonyme, des prêteurs éventuels refusant leur concours en l'absence d'anonymat. Il lui demande quelles seront les incidences fiscales à prévoir à l'occasion d'une vérification par l'administration des finances, quand la justification précise de ce passif ne pourra être fournie et lui pose la même question en ce qui concerne les intérêts payés.

19323. — 4 mai 1966. — M. Dalainxy expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, lorsqu'il y a cession d'un fonds de commerce, dont le prix est payable à terme, en totalité ou en partie, la plus-value est calculée sur la base de la valeur actuelle du fonds, cette valeur étant déterminée en faisant application des règles particulières prévues au B. O. C. D. 1936, 2^e partie. Ces mêmes règles sont également applicables lors de la cession d'une charge ou d'un office (R. M. P. à M. Mistral, débats A. N. du 7 décembre 1962, p. 1345). Il lui demande s'il en est de même lors de la cession du matériel ou de la clientèle provenant d'une profession libérale.

19324. — 4 mai 1966. — M. Mainguy expose à M. le ministre des affaires sociales que la circulaire ministérielle n° 6555 du 23 juin 1964 et la circulaire ministérielle n° 86 SS du 3 août 1964 ainsi que l'article L. 286 du code de sécurité sociale prévoient l'exemption du ticket modérateur pour les actes médicaux importants. Il lui demande si cette exemption s'applique aux actes de radiodiagnostic importants dépassant R 50. Cette question se pose aussi bien pour les coefficients obtenus par l'addition de plusieurs actes nécessités par un même examen, que pour les coefficients représentant un chiffre plafond global.

19327. — 4 mai 1966. — M. Sengier rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 68 de la loi de finances n° 65-997 du 29 novembre 1965 prévoit que les veuves de fonctionnaires morts pour la France par suite d'événements de guerre pourront demander la révision de leur pension de réversion afin qu'il soit tenu compte du préjudice de carrière subi par leur mari du fait de la guerre. Un décret portant règlement d'administration publique doit fixer les conditions d'application de cet article. Il lui demande si une directrice d'école, veuve d'un professeur de l'enseignement du second degré, décédée en 1945, peu après son retour de captivité et qui, n'ayant pu obtenir une pension proportionnelle, s'est vu allouer une rente viagère de 700 francs par an, établie sur 11 ans 5 mois de services (4 ans 6 mois 6 jours de services civils et 6 ans 10 mois 24 jours de services militaires) peut prétendre au bénéfice des dispositions de l'article 68 de la loi du 29 novembre 1965. Dans l'affirmative, et compte tenu de ce que les intéressées doivent faire valoir leurs droits dans un délai d'un an à compter de la publication de la loi, il lui demande également si la veuve dont il lui a exposé le cas a, d'ores et déjà, et alors que le décret susvisé n'a pas encore paru, à faire des démarches auprès de ses services et dans quelles conditions, pour obtenir satisfaction.

19335. — 4 mai 1966. — M. Tourné expose à M. le Premier ministre que les sports d'hiver prennent en France — comme dans le reste du monde — des développements très heureux. Les sports d'hiver qui, il y a quelques années, semblaient réservés à une élite privilégiée, tendent à devenir progressivement un sport de masse. Mais il s'avère que l'équipement pour les sports d'hiver en France, déjà insuffisant, est en outre mal réparti géographiquement. Il lui demande : 1° si le Gouvernement a conscience de cette situation; 2° ce qu'il compte décider pour y remédier; 3° quelles sommes l'Etat a consacrées aux cours de chacune des dix dernières années pour aider à l'équipement et à la modernisation des installations sportives d'hiver (remontepentes, téléphériques, patinoires, chalets, refuges, etc.); 4° quelle part a été réservée aux sports d'hiver populaires et scolaires, par grandes régions: Alpes, Vosges, Jura, Massif central, Pyrénées; et par station ayant bénéficié, dans chacune des régions précitées, d'une aide financière et technique de la part de l'Etat.

19336. — 4 mai 1966. — M. R. Roucaute expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la carte scolaire du département de la Lozère prévoit la suppression des collèges d'enseignement général de Bleynard, Collet-de-Dèze, Meyruels, Saint-Enimie, Saint-Etienne, Vallée Française et Vialas. Ces prévisions contraires à la diffusion de l'enseignement public dans ce département rural, ainsi qu'à la vie et à la prospérité des communes intéressées, ont provoqué une légitime réaction de la part des populations. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que soit révisée la carte scolaire de la Lozère et que soient maintenus les C. E. G. de ce département.

19337. — 4 mai 1966. — M. Vial-Massat expose à M. le ministre des affaires sociales la situation particulièrement défavorable faite aux passementiers à domicile dans la Loire. Depuis avril 1965, deux accords de salaires ont été signés à l'échelon national, mais les passementiers à domicile de la Loire n'ont pas encore perçu le bénéfice de leur application, bien que le premier de ces accords ait été étendu par arrêté du 29 novembre 1965 paru au *Journal officiel* du 12 décembre 1965. Les passementiers à domicile, ouvriers hautement qualifiés, sont de condition modeste et les pertes de salaires qu'ils subissent par un tel retard représentent pour eux des sommes importantes. Il lui demande s'il entend prendre toutes dispositions pour qu'à l'avenir les passementiers à domicile ne soient pas privés pendant de longs mois du bénéfice des accords de l'industrie textile et que, dans l'immédiat, ils bénéficient de l'application des accords des 22 avril et 22 décembre 1965.

19338. — 4 mai 1966. — M. Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur la situation de nombreuses élèves assistantes sociales candidates à une bourse. Pour l'école d'infirmières et d'assistantes sociales de la C. R. F. de Saint-Etienne, sur sept dossiers de demandes, une seule bourse a été accordée, et encore au taux de 200 F par mois au lieu de 300 F habituellement. Les six autres demandes n'ont pas été retenues, faute de crédits. Cette situation risque d'obliger un certain nombre d'élèves à interrompre leurs études et de leur faire perdre ainsi une année pour l'organisation de leur avenir professionnel. En outre, un préjudice certain est ainsi porté à l'équipement futur du département de la Loire en assistantes sociales qualifiées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux intéressées, toutes de condition modeste et dignes d'intérêt.

19339. — 4 mai 1966. — M. Roucaute signale à M. le ministre des affaires sociales qu'aucune prothèse parlante n'est agréée par le régime général de la sécurité sociale. Or, il n'est pas possible de nier l'utilité de tels appareils, surtout lorsque l'utilisateur est un vendeur ou un représentant. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas de faire admettre par la sécurité sociale la prise en charge des appareils de prothèse parlante.

19340. — 4 mai 1966. — M. Chaze expose à M. le ministre des affaires sociales la situation créée au Teil par la fermeture, le 31 mai, des Fonderies et aciéries du Teil qui occupaient soixante-dix salariés. En quelques années cette commune a vu disparaître le dépôt de la S. N. C. F., les effectifs de la cimenterie Lafarge ont été diminués dans de très importantes proportions et une cartonnerie a été fermée. Il s'y est ajouté l'éloignement des travaux hydroélectriques sur le Rhône avec la fin des chantiers du Logis neuf et de Beauchastel. Aucune perspective de reclassement rapide n'apparaît dans la commune ou dans ses environs pour les ouvriers licenciés. Il lui demande en conséquence quelles mesures le Gouver-

nement compte prendre : 1° pour que le niveau de l'emploi au Teil ne soit pas irrémédiablement compromis ; 2° pour faciliter l'installation d'activités nouvelles ; 3° pour assurer le reclassement des travailleurs licenciés sans les obliger à se déraciner d'une région où ils ont de profondes attaches ; 4° pour leur permettre de bénéficier des dispositions de la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963 en attendant leur reclassement.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

17488. — M. Davoust, se référant à la réponse faite le 22 janvier 1966 à sa question écrite n° 17217, expose à M. le Premier ministre que beaucoup de parlementaires ont cru pendant plusieurs années que la justification du montant très élevé des fonds spéciaux mis à la disposition du Gouvernement hors contrôle parlementaire était l'existence de poches parallèles dont il vient de démentir la réalité sous quelque forme que ce soit. La situation particulière pendant les années douloureuses de la fin du drame algérien leur paraissait expliquer, sinon justifier, les faits tels qu'ils se les représentaient. Rassuré maintenant par la réponse de M. le Premier ministre, il lui demande s'il a l'intention de prélever sur le montant des fonds spéciaux qui, d'après sa propre déclaration, ne peuvent servir à aucune action de sécurité pour l'Etat, les fonds nécessaires au développement de la sécurité des citoyens notamment en ce qui concerne la lutte contre le cancer. (Question du 29 janvier 1966.)

Réponse. — Rien dans la réponse faite à la question écrite n° 17217 n'autorise l'honorable parlementaire à affirmer que les fonds spéciaux « ne peuvent servir à aucune action de sécurité pour l'Etat ». Les documents budgétaires font apparaître qu'une grande partie de ces fonds est affectée au S. D. E. C. E. qui est un organisme de renseignement et de sécurité. Depuis 1964 les fonds spéciaux ont, chaque année, fait l'objet d'une réduction. Au contraire, les crédits consacrés à la lutte contre le cancer ont été en constante augmentation. Dès le IV^e Plan les crédits d'équipement initialement prévus pour un montant de 23,9 millions ont été portés à 36,3 millions. Dans le V^e Plan est prévu un volume de crédits considérablement accru se chiffrant à 183 millions de francs. L'effort ainsi poursuivi se traduit dans les dépenses annuelles du budget de façon significative. Les subventions d'équipement accordées par l'Etat aux centres de lutte contre le cancer qui étaient de 6.720.000 francs en 1963, se montent à 12.335.000 francs dans le budget de 1966. Les dépenses de fonctionnement supportées par l'Etat pour la lutte contre le cancer sont passées de 825.000 francs en 1963 à 1.625.000 francs en 1964. Par ailleurs, une aide croissante est accordée aux divers organismes se consacrant à la recherche sur le cancer (Centre national de la recherche scientifique, Institut national de la santé et de la recherche médicale, par exemple) que l'on peut évaluer, en 1965, à 30 millions de francs. Enfin, sur le plan international, il est rappelé que le Chef de l'Etat a pris, en 1964, l'initiative de consacrer un million de francs à la création d'un centre international de recherche sur le cancer dont le siège a été fixé à Lyon, et qu'une dotation de 750.000 F a été inscrite au budget de 1966 pour la participation française à cet organisme.

AFFAIRES SOCIALES

18747. — M. Edouard Cherret rappelle à M. le ministre des affaires sociales que le certificat d'immunologie créé par l'arrêté du 20 juillet 1965 est obligatoire pour obtenir l'agrément d'un laboratoire d'analyses. Il lui demande si les titulaires des anciens certificats de sérologie, antérieurs au 20 juillet 1965 et qui, à ce jour, n'avaient pas de laboratoire agréé, pourront dans l'avenir avoir la possibilité de demander cet agrément. (Question du 30 mars 1966.)

Réponse. — Si l'arrêté du 20 juillet 1965 portant création d'un certificat d'études spéciales d'immunologie générale et appliquée prévoit bien, dans son article 9, que le certificat d'études spéciales de sérologie créé par l'arrêté du 16 novembre 1948 cessera d'être délivré après les sessions de 1965, le texte en cause ne conteste pas, pour autant, la validité dudit certificat d'études spéciales de sérologie délivré avant 1965. En conséquence, les titulaires du certificat de sérologie pourront continuer à s'en prévaloir pour obtenir l'agrément d'un laboratoire d'analyses médicales.

18778. — Mme Lannay rappelle à M. le ministre des affaires sociales que le salaire servant de base au calcul de la pension vieillesse de la sécurité sociale est fixé par l'article L. 343 du code de la sécurité sociale. Elle lui demande de quelle manière sera déterminé le

salaire de base et dans quelles conditions sera liquidée la pension d'un assuré social ayant cotisé pendant trente années ou plus (par exemple de vingt à cinquante-cinq ans), cessant de travailler plusieurs années avant d'atteindre sa soixantième année et demandant la liquidation de sa pension à l'âge de soixante-cinq ans. (Question du 1^{er} avril 1966.)

Réponse. — L'article L. 343 du code de la sécurité sociale dispose que le salaire servant de base au calcul de la pension est le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix dernières années d'assurance accomplies avant l'âge de soixante ans ou avant l'âge servant de base à la liquidation, si ce mode de calcul est plus avantageux pour l'assuré. En application de ce texte, un assuré ayant cotisé aux assurances sociales de vingt à cinquante-cinq ans et sollicitant la liquidation de sa pension à l'âge de soixante-cinq ans obtiendra une pension entière égale à 40 p. 100 du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées de quarante-cinq à cinquante-cinq ans révalorisées par les coefficients en vigueur à la date d'entrée en jouissance.

ECONOMIE ET FINANCES

13612. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962 pose en son article 39 le principe de la réglementation du titre de conseil ou de conseiller fiscal. Ce texte stipule qu'un décret fixera les modalités d'application de la réglementation correspondante. Il lui demande s'il est possible d'espérer que le décret en cause paraîtra dans un avenir prochain et, dans l'affirmative dans quels délais. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Le texte visé dans la question posée par l'honorable parlementaire fait actuellement l'objet d'une dernière mise au point au département de l'économie et des finances. La date de sa publication ne peut encore être précisée, puisque les autres départements ministériels intéressés doivent être consultés, chacun en ce qui le concerne.

14587. — M. Rossi expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la pénurie de logements est toujours aussi inquiétante. Les besoins, loin de diminuer, vont sans cesse en grandissant, et ce problème ne pourra pas être résolu sans un concours croissant de l'épargne privée ; or les divergences d'interprétation de la législation relative à la fiscalité immobilière n'encouragent pas l'épargne à apporter ce concours. Il lui demande : si ce prélèvement libératoire de 15 p. 100 s'applique aux plus-values réalisées par les personnes physiques qui, sans intervenir d'aucune manière dans le cycle des opérations de construction et remplissant par ailleurs les conditions prévues par le paragraphe IV de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, souscrivent des actions de sociétés visées par l'article 30 de la même loi et vendant soit des appartements qui leur sont attribués, soit les actions donnant droit à l'attribution de ces appartements, et ce quelle que soit l'importance des programmes réalisés par lesdites sociétés et quel que soit le nombre des participations ainsi prises et l'importance de chacune d'elles. (Question du 20 mai 1965.)

Réponse. — Dès lors que toutes les conditions requises par l'article 28-IV de la loi du 15 mars 1963 (art. 235 quater-I du code général des impôts) se trouvent satisfaites, le prélèvement institué par ce texte libère les plus-values dégagées à l'occasion de la cession des actions de sociétés immobilières de copropriété souscrites par les contribuables visés par l'honorable parlementaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire due au titre de l'année de la réalisation desdites plus-values. Mais il ne peut en être ainsi qu'autant que les cessions de droits sociaux réalisées par les personnes en cause peuvent être considérées comme des placements, c'est-à-dire comme des opérations effectuées dans le cadre de la gestion d'un patrimoine privé. Tel ne serait pas le cas si, eu égard à l'ensemble des circonstances de fait et notamment à l'importance et à la fréquence des participations prises dans les sociétés dont il s'agit, les contribuables intéressés pouvaient être regardés comme se livrant, à titre principal ou accessoire, à la profession de promoteur de constructions immobilières.

15028. — M. Chevut expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en ce qui concerne les sociétés bénéficiant, dès le 1^{er} septembre 1963, de la transparence fiscale, instituée par l'article 34-I de la loi du 15 mars 1963, le changement de régime fiscal résultant de cette loi n'entraîne pas l'imposition immédiate des bénéfices non encore imposés et, en particulier, des plus-values exonérées sous condition de emploi (instruction du 14 août 1963, § 278). Il lui demande quel est le sort de ces dernières plus-values — provenant de la perception d'une prime de démolition — lorsque, par suite notamment de retards apportés à la délivrance des autorisations

administratives, la prime de démolition n'est pas intégralement réinvestie à l'expiration du délai de trois ans imparti pour le emploi. (Question du 15 juin 1965.)

Réponse. — Les sociétés visées à l'article 30-1 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sont réputées ne pas avoir, du point de vue fiscal, de personnalité distincte de celle de leurs membres. Lorsqu'elles ont accédé de plein droit à ce régime dit « de la transparence fiscale » dès le 1^{er} septembre 1963, date d'entrée en vigueur de l'article 30-1 susvisé, ces sociétés ne peuvent donc pas être personnellement imposées du chef de leurs plus-values en instance de emploi à la même date, même si le réinvestissement n'est pas intégralement effectué dans le délai de trois ans prévu à l'article 40-1 du code général des impôts. Mais, en pareille hypothèse, la fraction non réinvestie des plus-values doit être rapportée aux bénéficiaires imposables des associés ayant la qualité de personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés ou de ceux, personnes physiques ou sociétés de personnes, dont les actions ou parts sont inscrites à l'actif du bilan d'une entreprise industrielle ou commerciale leur appartenant, dans la mesure où cette fraction correspond aux droits intéressés. Il n'en serait autrement que si ces personnes morales ou entreprises avaient complété elles-mêmes le réinvestissement dans la limite de leurs droits sociaux respectifs. Quant aux associés personnes physiques qui, dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, détiennent des actions ou parts de la société dont il s'agit, ils ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, du chef de la fraction de la plus-value qui correspond à leurs droits sociaux.

15933. — M. Laurin demande à M. le ministre de l'économie et des finances : 1° si l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 1964 n° 64-1278 excluant de l'application de l'article 206-2 du C. G. I. les sociétés civiles immobilières créées après le 24 décembre 1964 ayant pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente, est applicable à une société de lotissement constituée entre indivisaires ayant pour objet exclusivement le lotissement d'un terrain à bâtir apporté par les indivisaires et la construction d'immeubles sur les parcelles loties ; 2° si le même article demeure applicable lorsque ladite société ne construit pas d'immeubles sur tout ou partie des lots et quelles sanctions pourraient être dans ce cas encourues par elle ou par les associés. (Question du 25 septembre 1965.)

Réponse. — 1° et 2° L'objet de l'article 28 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 est d'exclure la construction en vue de la vente de la catégorie des activités ou opérations qui, en vertu de l'article 206-2 du code général des impôts, entraînent normalement l'assujettissement des sociétés civiles à l'impôt sur les sociétés. La société civile visée dans la question ne pourra donc se prévaloir des dispositions du texte dont il s'agit, toutes autres conditions étant supposées remplies, qui si elle ne se livre, en dehors de la construction d'immeubles destinés à la vente, à aucune autre activité entrant dans les prévisions des articles 34 et 35 du code susvisé. Tel sera le cas si les opérations de lotissement sont assorties, sans exception, de la construction de bâtiments et tombent de ce fait, dans le champ d'application des articles 28 et 29 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963. Au contraire, dans l'hypothèse où la société civile céderait des lots sans y avoir édifié de construction, elle devrait être considérée comme exerçant une activité distincte de lotissement réputée commerciale du point de vue fiscal et perdrait en principe le bénéfice du régime spécial défini à l'article 28 de la loi précitée du 23 décembre 1964. Il n'en irait autrement, par application des dispositions de l'article 4 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 et de diverses mesures de tempérament se rapportant à cet article (cf. circulaires du 18 février 1964, §§ 133 et 135 et réponse à M. Ansquer, député, *Journal officiel* du 27 mai 1965, débats A. N., pp. 1617 et 1618, n° 10532), qu'à la condition que le terrain soit loti suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 7 du décret n° 59-898 du 28 juillet 1959 ou ait été acquis par les membres de la société soit par succession, soit par donation-partage remontant à plus de trois ans, soit par donation-partage ou donation simple ayant date certaine avant le 1^{er} septembre 1963. A défaut, la situation de la société ferait cependant l'objet d'un examen bienveillant, et une mesure de tempérament pourrait éventuellement être prise s'il était justifié que la vente de parcelles non bâties a été imposée par l'autorité administrative à titre de charge d'aménagement ou comme condition de la délivrance du permis de construire. Il est enfin précisé qu'en cas de perte éventuelle du bénéfice du régime spécial, la société civile et ses membres n'encourraient normalement aucune sanction, les bénéfices de l'exercice en cours et des exercices suivants deviendraient seulement taxables à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun et donneraient en outre, lieu, lors de l'appropriation par les associés, aux impôts frappant les revenus distribués. Toutefois, l'administration serait en droit de remettre en cause, sous les sanctions édictées par les articles 179 et 221 du code général des impôts et 42 de la loi n° 63-1316 du 27 décembre 1963 pour défaut

de déclaration dans le délai prescrit, les impositions établies au titre des exercices antérieurs, dans la limite du délai de prescription, s'il apparaissait que la société a eu pour objet dès l'origine d'effectuer des opérations distinctes de lotissement parallèlement aux opérations de construction.

16724. — M. Icart expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, qui a institué un régime fiscal nouveau taxant les profits retirés de la construction suivie de la vente d'immeubles, précise dans son article 28 (§ 5) que ces dispositions sont limitées aux plus-values qui seront réalisées à l'occasion de la cession d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré avant le 1^{er} janvier 1966. Ces dispositions ont été reconduites par l'article 48 (3°) de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 pour les profits réalisés lors de la cession d'immeubles dont le permis de construire aura été délivré entre le 1^{er} janvier 1966 et le 1^{er} janvier 1971 avec toutefois de nouvelles modalités d'application et de taxation (taux de l'impôt libératoire porté de 15 à 25 p. 100, application généralisée à tous les redevables sans aucune distinction dérivant de leur activité propre). Lors de l'application des dispositions de la loi du 15 mars 1963, la direction générale des impôts avait admis qu'en ce qui concerne la condition relative à la délivrance du permis de construire, l'accord préalable prévu à l'article 4 du décret n° 61-1036 du 13 septembre 1961 pouvait être assimilé à ce permis de construire sous réserve : a) que l'accord préalable ait été suivi du dépôt d'une demande régulière de permis de construire dans le délai réglementaire de six mois ; b) que la date du dépôt de cette demande ait été, en tout état de cause, antérieure au 17 mars 1963 (instruction générale du 14 août 1963, § 181). Il lui demande si, sous les mêmes réserves, une même assimilation de l'accord préalable au permis de construire sera admise pour l'application des dispositions récentes de la loi du 12 juillet 1965 et si, notamment, les profits sur cessions d'immeubles pour lesquels l'accord préalable aura été obtenu avant le 1^{er} janvier 1966 continueront à bénéficier du régime de la loi du 15 mars 1963. (Question du 18 novembre 1965.)

Réponse. — Il a été admis que le prélèvement institué par l'article 28-IV de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 continuera à être perçu au taux de 15 p. 100 pour les plus-values dégagées par la cession d'immeubles ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire après le 31 décembre 1965, lorsque l'accord préalable prévu à l'article 4 du décret n° 61-1036 du 13 septembre 1961 aura été délivré antérieurement au 1^{er} janvier 1966 et que cette délivrance aura été suivie — même postérieurement au 1^{er} janvier 1966 — d'une demande régulière de permis de construire dans le délai réglementaire de six mois. Toutefois, le bénéfice de cette mesure ne peut être revendiqué que par les contribuables pour lesquels le paiement du prélèvement eût été libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire normalement exigibles du chef des plus-values réalisées si le permis de construire avait été délivré avant le 1^{er} janvier 1966. Quant aux contribuables pour lesquels le paiement du prélèvement de 15 p. 100 n'aurait pas été libératoire mais qui pourraient prétendre au bénéfice du prélèvement libératoire sous le nouveau régime, ils auront la possibilité d'opter selon leur intérêt, entre le prélèvement non libératoire au taux de 15 p. 100 et le prélèvement libératoire au nouveau taux de 25 p. 100.

16876. — M. Chevret demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, par identité de motifs avec les solutions admises en matière de baux de biens meubles (réponse à la question écrite n° 4843 *Journal officiel* du 15 novembre 1963, débats A. N., p. 7267) et réponse à la question écrite n° 4051 de M. Tron (*Journal officiel* du 20 mai 1964, débats Sénat, p. 3271), il ne pourrait être envisagé de renoncer désormais à la perception du droit de bail sur les actes portant concession de brevets, même exploités, et passés avant l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-882 du 25 septembre 1958. (Question du 25 novembre 1965.)

Réponse. — Pour les motifs invoqués par l'honorable parlementaire il a été décidé qu'il n'y aurait plus lieu de réclamer le droit de bail à raison des redevances se rapportant à la période postérieure, au 15 juillet 1963, date d'entrée en vigueur de l'article 1^{er} de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, sur les actes portant concession de brevets exploités ou non exploités qui ont été passés avant l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-882 du 25 septembre 1958.

16910. — M. Barriar expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un inspecteur des impôts a procédé à la vérification comptable d'une société (S. A. R. L.) et, simultanément (dans le cadre des vérifications polyvalentes) à la vérification des entreprises individuelles exploitées, par trois associés (dont deux sont gérants de la S. A. R. L.), ainsi qu'à l'examen de la situation fiscale desdits associés ; les vérifications comptables n'ont donné lieu à aucun

redressement, ni rappe. de taxes sur le chiffre d'affaires; l'inspecteur vérificateur constatant les apports des associés à la S. A. R. L. et l'achat d'immeubles à titre personnel, leur a demandé des justifications concernant l'origine des fonds ainsi employés; ces justifications ont été fournies dans les délais impartis; ultérieurement, sans notification, ni avis préalable, chacun des associés a reçu un avertissement du percepteur, de l'examen duquel il résulte: a) que les bases déclarées des bénéficiaires industriels et commerciaux ont été redressées; b) que corrélativement les bases taxables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont subi la même augmentation. Ainsi, un contribuable dont les documents comptables sont à l'abri de toute critique et dont les revenus régulièrement déclarés sont largement suffisants pour justifier son train de vie se trouve dans l'impossibilité d'apprécier le caractère licite des impositions réclamées, puisqu'il ignore la nature et le détail des redressements effectués. Si, par voie de conjecture, on suppose que les rectifications d'office opérées par l'inspecteur résultant de l'application des dispositions de l'article 176 du code général des impôts, on reste surpris de l'emploi du procédé arbitraire qui consiste à mettre le contribuable devant le fait accompli, alors qu'il a répondu aux demandes de justification par la production de documents parfaitement vérifiables. Il lui demande de lui préciser: 1° si les déclarations régulièrement souscrites par un contribuable (bénéficiaires industriels et commerciaux et impôt sur le revenu des personnes physiques) peuvent faire l'objet d'une rectification d'office, sans avis préalable, lorsque le déclarant a répondu dans les délais impartis aux demandes de justifications qui lui avaient été adressées par l'inspecteur; 2° si, lorsqu'il s'agit d'une vérification d'ensemble, l'inspecteur-vérificateur n'est pas tenu, conformément aux dispositions formelles de l'article 1649 septies du code général des impôts d'informer le contribuable, par voie de notification, des motifs et du montant des redressements survisés; 3° si, dans les deux cas ci-dessus (1° et 2°), le défaut de notification n'entache pas de nullité les rectifications d'office opérées (Question du 8 décembre 1965.)

Réponse. — L'article 176 du code général des impôts autorise l'inspecteur des impôts à demander des justifications et des éclaircissements au contribuable, au sujet des déclarations qu'il a souscrites, en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont celui-ci est redevable, mais non à procéder à la rectification d'office de la base imposable déclarée au titre de cet impôt. En revanche l'article 179-2° du même code permet de taxer d'office à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, au titre du revenu global et sans notification préalable, tout contribuable qui s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justification de l'inspecteur. Cette taxation d'office s'étend également à la taxe complémentaire. Sous le bénéfice des remarques qui précèdent, les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes: 1° l'administration peut valablement utiliser la procédure de taxation d'office à l'égard d'un contribuable ayant souscrit régulièrement les déclarations visées aux articles 57 (bénéficiaires industriels et commerciaux) et 170 (déclaration détaillée des revenus) du code général des impôts et répondu dans les délais impartis aux demandes de justifications et d'éclaircissements de l'inspecteur lorsque le caractère évasif ou incomplet de la réponse permet de l'assimiler à un refus de répondre. Il ne pourrait donc être répondu utilement sur ce premier point que si, par l'indication du nom et de l'adresse des entreprises vérifiées, l'administration était mise à même d'effectuer une enquête portant sur l'ensemble des circonstances de fait propres aux affaires évoquées; 2° l'article 24 de la loi n° 63-1316 du 27 décembre 1963 relatif à la mise en œuvre de la procédure de redressement dont les dispositions ont été reprises à l'article 1649 quinquies A du code général des impôts prévoit effectivement que lorsque l'administration constate une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation dans les éléments servant de base au calcul des impôts, l'inspecteur doit faire connaître au redevable la nature et les motifs du redressement envisagé. Mais, ainsi que le prévoit expressément le paragraphe 4 dudit article, ces dispositions ne sont pas applicables dans les cas de taxation, rectification ou évaluation d'office de base. d'imposition, quelles que soient par ailleurs les circonstances de la découverte des manquements constatés (taxation faisant suite à une vérification de comptabilité simple, d'ensemble ou polyvalente ou résultant d'un examen effectué au bureau de pièces, documents ou déclarations). Des dispositions semblables figuraient antérieurement à la publication de la loi susvisée à l'article 1649 septies A du code général des impôts (loi n° 55-349 du 2 avril 1955 article unique, IV); 3° dans la mesure où dans les situations exposées ci-dessus le vérificateur était, eu égard aux circonstances de fait en droit de recourir à la procédure de taxation ou de rectification d'office, le défaut de notification n'entache pas cette procédure de nullité.

17045. — M. de Poulpique attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'urgence des réformes à promouvoir à propos de deux aspects de l'imposition sur le revenu des agriculteurs. Il s'agit tout d'abord de l'abolition de la taxe complémen-

taire qui avait été instituée à titre temporaire par la loi du 28 décembre 1959 et qui devait disparaître au 1^{er} janvier 1962 au plus tard. Le législateur a prolongé « provisoirement » cette taxe par la loi de finances n° 61-1396 du 21 décembre 1961. Alors que le revenu de l'agriculture se dégrade, il apparaît surprenant que soit maintenu ce supplément à l'impôt sur le revenu, qui ne tient aucun compte des charges de famille. A tout le moins devrait-on constater chaque année un abaissement progressif de son taux, ce qui a eu lieu en 1960 (abaissement de 9 à 8 p. 100) et en 1961 (abaissement de 8 à 6 p. 100). Depuis 1961, les détenteurs de valeurs mobilières étrangères se sont vus détaxer totalement. Une autre sorte de taxation dont la suppression est réclamée d'urgence par les agriculteurs concerne la patente avicole. Il s'agit là d'une imposition qui n'est pas adoptée aux revenus des productions animales puisqu'elles est calculée en fonction de l'importance des installations et que les installateurs utilisaient différemment les surfaces dont ils disposent. D'autre part, la production avicole est soumise à des aléas extrêmement importants, tant en raison des cours du marché qu'en raison des risques de pertes de marchandises pour des raisons d'alimentation et des raisons sanitaires. Il apparaît anormal que l'aviculture soit la seule production animale deux fois pénalisée, non seulement en raison de l'agencement de l'impôt sur le revenu calculé d'après chaque tête de volaille, mais encore par le surcroît de charge fiscale que représente la patente. En première urgence il paraît donc que l'on doive s'orienter à bref délai vers la suppression de la patente avicole, tout au moins pour les élevages de dimensions modérées qui devraient se voir reconnaître le caractère purement agricole, quel que soit le mode d'alimentation du troupeau. Dans le système actuel qui méconnaît le légitime intérêt des productions sans-sol pour le petit agriculteur, on pénalise injustement par la patente une production des exploitants ne disposant que d'une surface agricole réduite et qui ont plus besoin que les agriculteurs importants d'un appoint fourni par la vente des volailles et des œufs. D'autre part, il est urgent de porter remède à l'effondrement de l'aviculture française qui ploie sous les charges et cède constamment du terrain sur le marché européen au profit des voisins plus favorisés. L'intérêt public commande donc que la surtaxe due à la patente avicole disparaisse de toute urgence. (Question du 18 décembre 1965.)

Réponse. — Au moment de son institution, par l'article 22 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, il a été précisé que la taxe complémentaire avait pour objet de permettre l'élargissement des bases d'imposition des contribuables non salariés et que son taux ne pourrait être réduit, ou sa suppression totale envisagée, qu'en contrepartie d'une extension de l'assiette. Depuis lors, le taux de la taxe a effectivement été réduit à plusieurs reprises: primitivement fixé à 9 p. 100, il a été successivement ramené à 8 p. 100 puis à 6 p. 100. D'autre part, les artisans fiscaux sont désormais exonérés de cette taxe. Mais des impératifs budgétaires et le maintien d'un certain équilibre dans les conditions d'impositions des différentes catégories de contribuables se sont opposés, jusqu'à présent, à la suppression définitive de la taxe. Quant à la situation de l'aviculture au regard de la patente, elle fait actuellement l'objet d'une étude approfondie en liaison avec les différents départements ministériels intéressés en vue de définir les petites exploitations qu'il convient — conformément au vœu exprimé — de laisser en dehors du champ d'application de cette contribution.

17318. — M. François Le Dousrec demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un contribuable soumis à l'imposition foncière pour un bâtiment industriel désaffecté peut être exempté de cet impôt lorsque ledit bâtiment ne peut être ni vendu, ni loué, ni converti, en raison de sa structure, de sa situation isolée et de sa position en dehors d'une zone industrielle. (Question du 15 janvier 1966.)

Réponse. — En principe, le fait qu'un bâtiment industriel ait été désaffecté et qu'il ne puisse faire l'objet d'une autre utilisation n'est pas de nature, à lui seul, à le faire échapper à la contribution foncière. Mais, le propriétaire serait fondé à demander le dégrèvement de l'imposition s'il a cessé de l'utiliser pour des raisons indépendantes de sa volonté. S'agissant dès lors d'une question de fait, il ne pourrait être répondu avec précision à l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom du contribuable intéressé et du lieu où se trouve situé le bâtiment dont il s'agit, l'administration était mise à même de faire procéder à l'examen du cas particulier.

17426. — Mme Ploux expose à M. le ministre de l'économie et des finances le problème suivant. M. X... est propriétaire d'une parcelle de terre A de 50 ares valant 5.000 F et propriétaire indivis avec M. Y... d'une autre parcelle B de 1 hectare valant 10.000 F. Les parcelles, situées dans une même commune, remplissent par ailleurs toutes les conditions pour que l'échange qu'elles se proposent de faire, X... cédant à Y... la parcelle A, Y... cédant à X... sa moitié indivise dans la parcelle B, rentre dans le cadre des échanges d'immeubles ruraux prévus par les articles 37 et suivants du code

rural. Il est précisé: a) que M. X... exploite la totalité de la parcelle B, M. Y... lui ayant consenti un bail sur sa moitié indivise, et que M. Y... exploite la parcelle A, M. X... lui ayant consenti un bail; b) que la parcelle A fait partie d'une exploitation plus grande dont est propriétaire M. Y..., et que la parcelle B fait partie d'une exploitation plus grande dont M. X... est propriétaire. Elle lui demande quels seront les droits perçus par l'enregistrement sur cet acte d'échange. (Question du 22 janvier 1966.)

Réponse. — Il paraît possible d'admettre a priori que la circonstance que l'un des lots échangés est constitué par des droits indivis ne soit pas de nature à faire obstacle à l'application, au cas particulier visé par l'honorable parlementaire, de la dispense des droits d'enregistrement prévue à l'article 1309 du code général des impôts, si toutes les conditions imposées par ce texte sont remplies. Toutefois, il ne pourrait être pris parti de manière certaine sur le régime fiscal applicable à la convention dont il s'agit que si, par l'indication des nom et adresse des parties ainsi que de la situation des biens, l'administration était mise en mesure de procéder à une enquête.

17545. — M. Van Haecke appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation suivante: l'acquéreur d'un bien rural — qui a acquitté les droits de timbre et d'enregistrement dans les conditions de droit commun postérieurement à la publication de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, à défaut d'avoir pris l'engagement d'exploiter, exigé par l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 (art. 1373 series B du code général des impôts) pour bénéficier de l'immunité fiscale instituée par ce texte au profit de l'exploitant preneur en place titulaire du droit de préemption — est admis à réparer cette omission dans un acte complémentaire à présenter à la formalité de l'enregistrement. Corrélativement, dans le délai ordinaire de réclamation expirant le 31 décembre de l'année suivant celle du versement de l'impôt, ledit acquéreur peut demander la restitution des droits d'enregistrement perçus en trop sur l'acte d'acquisition (Rép. Min. Fin.: J. O., débats Ass. nat., 12 septembre 1964, p. 2802; B. O. E. D. 1964, 9283). A contrario, l'acquéreur d'un bien rural ayant pris l'engagement d'exploiter de l'article 7-III de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, peut-il revenir sur cet engagement par un acte complémentaire à présenter à la formalité de l'enregistrement dans le même délai prévu pour la réclamation, afin de devenir un acquéreur dans les conditions de droit commun, et régler volontairement les droits d'enregistrement, à la condition, évidemment, qu'il n'ait pas encouru la déchéance du bénéfice des exonérations, et que le décès du vendeur rendant applicable le dernier paragraphe de l'article 7-III précité ne soit pas survenu entre temps (Question du 29 janvier 1966.)

Réponse. — Il résulte des dispositions de l'article 1373 series B du code général des impôts, d'une part, que le bénéfice du régime de faveur institué par ce texte est subordonné à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement, pour lui et ses héritiers, de continuer à exploiter personnellement le fonds acquis pendant un délai minimal de cinq ans à compter de l'acquisition, d'autre part, qu'à défaut de respect de cet engagement l'acquéreur ou ses héritiers sont déchus de plein droit du bénéfice de l'exonération et sont tenus d'acquiescer sans délai les droits non perçus au moment de l'acquisition sans préjudice d'un intérêt de retard décompté au taux de 6 p. 100 l'an. Il s'ensuit que, même sous les réserves indiquées par l'honorable parlementaire, l'acquéreur d'un bien rural qui a pris l'engagement d'exploiter ne saurait être admis à revenir sur cet engagement dans un acte complémentaire.

17547. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application du décret du 21 juillet 1962, les exploitants agricoles de la région cévenole viennent d'être informés, par dernier avertissement avant pouraulcs, d'avoir à procéder à l'arrachage de certains cépages dits « prohibés ». Or, le décret du 31 août 1964, relatif à la production viticole et à l'organisation du marché du vin, stipule, en son article 5: « les vins produits par des exploitations dans lesquelles se trouvent des cépages prohibés ne pourront circuler, à partir du 1^{er} septembre 1966, qu'à destination de la distillerie ». Il semblerait donc admis implicitement qu'au 1^{er} septembre 1966, et après, il y aura encore des vins de cépages prohibés, non commercialisables, mais qui pourront être, soit distillés, soit consommés par les producteurs eux-mêmes, sans sortie de cave. De toute évidence, il y a discordance entre les deux décrets précités. C'est pourquoi il lui demande de lui préciser la situation juridique dans laquelle se trouvent les petits exploitants agricoles des Cévennes, dont la production familiale ne concurrence ni ne menace nullement le marché du vin. (Question du 29 janvier 1966.)

Réponse. — L'article 5 du décret du 31 août 1964 visé par l'honorable parlementaire a pour objet d'inciter les viticulteurs qui commercialisent du vin et qui possèdent encore sur leur exploitation

des cépages prohibés à arracher ces cépages avant le 1^{er} septembre 1966, sous peine de se voir refuser toute possibilité de commercialisation sur le marché de bouche. Il n'abroge nullement, mais au contraire complète l'article 27 du décret du 30 septembre 1953 qui a prescrit l'arrachage de ces cépages de l'espèce. Conçues en termes très généraux, les dispositions de ce dernier article sont applicables indistinctement à tous les viticulteurs qui possèdent des cépages prohibés, que les intéressés commercialisent ou non leur vin. Une exception a toutefois été admise en ce qui concerne les vignes ornementales, telles que treilles, tonnelles, et les ceps de vignes de cépages prohibés épars dans des jardins familiaux. Par ailleurs, en accord avec le ministre de l'agriculture, il a été décidé de dispenser de l'obligation d'arracher les cépages prohibés qui existeraient encore dans leur vignoble les viticulteurs ayant actuellement plus de soixante-cinq ans possédant moins de vingt-cinq ares de vignes et ne commercialisant aucune partie de leur récolte. Cette tolérance est toutefois limitée dans le temps, jusqu'au décès des intéressés ou jusqu'à la cession ou la transmission de leur exploitation.

17654. — M. Arthur Moulin expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un couple de commerçants s'est rendu acquéreur d'une maison construite en vue de leur retraite prochaine. En application des dispositions fiscales (loi n° 63-254 du 15 mars 1963) le contrat a été enregistré au droit de 1,40 p. 100 (4,20 p. 100 taxes locales comprises). Par suite de transformations effectuées à la maison, le ministre de la construction a imposé aux propriétaires de se rendre acquéreurs de deux portions de terrain, de telle sorte que les limites des propriétés soient toujours à un minimum de trois mètres par rapport aux constructions. Compte tenu de ce que l'achat de ces deux portions de terrain satisfait aux conditions imposées par la construction, soit une superficie totale de 2.500 mètres carrés pour l'ensemble acquis, il lui demande si ces acquisitions des deux portions de terrain peuvent être déclarées comme étant destinées à être affectées à l'habitation et si, sous réserve de l'engagement à faire prendre par l'acquéreur de ne pas les affecter à un autre usage que l'habitation pendant un délai de trois ans, ces achats sont soumis au droit réduit de 1,40 p. 100 (4,20 p. 100 taxes locales comprises) prévu par la loi n° 63-254 du 15 mars 1963. Cette interprétation est d'ailleurs moins large que celle découlant de la décision ministérielle du 8 mars 1965. (Question du 5 février 1966.)

Réponse. — Il ne pourrait être répondu en toute connaissance de cause à la question posée par l'honorable parlementaire que si par l'indication des nom et adresse de l'acquéreur ainsi que de la situation de l'immeuble l'administration était mise à même de faire procéder à une enquête sur le cas particulier évoqué.

17761. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la société Ineuro qui possédait au Bousquet-d'Orb (Hérault) une usine de bâtiments préfabriqués a déposé son bilan et licencié 250 travailleurs dont de nombreux mineurs « reconvertis » à qui le Gouvernement avait garanti un emploi stable dans la ville lors de la fermeture des puits. Il lui demande: 1° quel est le montant des primes et des prêts versés par l'Etat à cette société pour la création de l'usine du Bousquet-d'Orb; 2° comment le Gouvernement a contrôlé l'emploi de ces sommes; 3° s'il ne juge pas nécessaire d'ordonner une enquête sur cette affaire. (Question du 12 février 1966.)

Réponse. — Le texte de la question écrite mettant en cause un tiers nommément désigné, il sera répondu par lettre à l'honorable parlementaire.

18027. — M. Mauret rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le remembrement dans les communes viticoles présente de nombreuses difficultés d'application en raison de la complexité de la législation viticole et de la durée des travaux; il lui signale qu'en outre un certain nombre de droits de plantation correspondant à des arrachages antérieurs se trouvent périmés après douze ans, alors que le viticulteur titulaire de ces droits se trouve souvent, pendant plusieurs années, dans l'impossibilité de les utiliser sur la commune en cours de remembrement. Il lui demande s'il ne pourrait envisager la possibilité de prolonger le délai de douze ans d'une durée égale à celle des opérations de remembrement. (Question du 26 février 1966.)

Réponse. — Pour tenir compte des conséquences que peuvent avoir sur l'exercice des droits de plantation les dispositions de l'article 34 du code rural qui interdisent toute plantation dans les périmètres à remembrer, le principe d'une suspension de la préemption duodécennale de ces droits pendant la durée des opérations de remembrement a été admis. Une instruction à paraître prochainement en précisera les conditions d'application.

18044. — M. Boscary-Monsservin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi de finances pour 1966 a relevé le plafond du forfait en matière de taxes sur le chiffre d'affaires de 400.000 à 500.000 francs. Aucune décision ne semble avoir été prise parallèlement pour relever le plafond de l'option prévue par l'article 270 ter du code général des impôts. Cette option est offerte à certains redevables de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les prestations de services (ou de la taxe sur la valeur ajoutée seulement) sous la seule réserve que le total du chiffre d'affaires soumis à la taxe sur la valeur ajoutée ou à la taxe sur les prestations de services n'ait pas dépassé 400.000 francs au cours de l'année précédente, quelle que soit par ailleurs l'importance du chiffre d'affaires global. Dans ces conditions, deux petits redevables d'une même profession, pouvant tous deux bénéficier du forfait chiffre d'affaires, risquent de se trouver placés l'un vis-à-vis de l'autre dans des conditions d'inégalité fiscale par le simple fait que l'un fera un peu plus de 400.000 francs d'affaires et l'autre un peu moins. Cette inégalité peut atteindre dans certains cas 8 à 10 p. 100 du montant total de ces affaires. Il lui demande s'il n'est pas souhaitable, en la circonstance, qu'une harmonisation se fasse au niveau des petits redevables définis en fonction de la limite fixée pour le plafond du forfait et que le plafond de l'option soit lié au premier nommé. (Question du 26 février 1966.)

Réponse. — Le régime d'option pour la taxe sur les prestations de services, institué en 1955, a apporté une solution satisfaisante aux difficultés rencontrées par certains petits redevables, mais a suscité des réactions parmi les moyennes entreprises du fait des disparités dans le poids de l'impôt selon que le plafond de 400.000 francs est dépassé ou non. Le relèvement du chiffre limite au niveau de celui qui a été institué pour le forfait par la loi de finances pour 1966 ne ferait que déplacer des difficultés; aussi n'est-il pas actuellement opportun d'accroître le nombre des redevables susceptibles de bénéficier d'un tel régime. Une telle mesure n'aurait d'ailleurs qu'une portée très limitée dans le temps puisque la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires a prévu la suppression de la taxe sur les prestations de services. En revanche, ce texte institue au sein du régime forfaitaire un système de décade favorable aux petites et moyennes entreprises qui mettra fin aux inégalités d'imposition signalées par l'honorable parlementaire.

18141. — M. André Beauquitté rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 267-I-Ba du code général des impôts fixe la nature et l'étendue des déductions financières en matière de taxe sur la valeur ajoutée et pose le principe qu'ouvrent droit à déduction: les achats... opérés pour les besoins de l'exploitation » et que, d'autre part, « des décrets, pris après avis du commissariat au Plan de modernisation et d'équipement, détermineront les modalités d'application du présent paragraphe et fixeront les exclusives et les restrictions qui pourront être apportées aux déductions prévues par ces dispositions... ». En conséquence, l'article 1° du décret n° 54-692 du 29 juin 1954, codifié sous l'article 69 G. de l'annexe III du code général des impôts, apporte la précision complémentaire selon laquelle « n'ouvrent pas droit au bénéfice des déductions visées à l'article 267-I-Ba les immeubles autres que les bâtiments et locaux à usage industriel », le régime de faveur étant ainsi limité aux seuls immeubles à usage industriel. Ces textes rappelés, il lui expose le cas d'une importante société distributrice de produits alimentaires, disposant de 1.300 employés et de 200 succursales dans Paris et sa banlieue, qui, expropriée pour cause d'utilité publique, se trouvera privée de tous ses locaux à usage de bureaux et d'entrepôts, ce qui l'obligera à rechercher un terrain et à reconstruire un actif immobilier indispensable à son exploitation. Il lui demande: 1° si, en présence d'expropriations qui touchent indistinctement tant à la production qu'à la distribution des produits, il ne lui paraît pas que la distinction établie par le décret du 29 juin 1954 est actuellement considérablement dépassée; 2° s'il ne considère pas comme illogique qu'un industriel de la région parisienne puisse, après expropriation, se réinstaller en province, avec de très nombreux avantages fiscaux, tandis qu'une société, telle que celle précédemment définie, dans l'obligation de s'implanter au centre de ses affaires, se trouve écartée de tous avantages fiscaux et notamment de la déduction financière de la taxe sur la valeur ajoutée qui grèvera ses nouvelles installations; 3° s'il ne lui semble pas possible d'écarter, par voie de décision administrative, l'application de la distinction posée au décret de juin 1954 dans le cas, tout particulier, de commerçants frappés d'expropriation et qui doivent assurer la reconstruction de leur actif immobilier. (Question du 5 mars 1966.)

Réponse. — Dans le régime de la taxe sur la valeur ajoutée et conformément au caractère réel de cette taxe, l'exclusion du droit à déduction visant « les immeubles autres que les bâtiments et locaux à usage industriel » a une portée très générale et s'applique quels que soient le lieu d'implantation de l'immeuble et les circonstances qui sont à l'origine de sa construction (l'expropriation en par-

ticulier). Toute mesure dérogatoire, en ce domaine, ne manquerait pas de créer dans le système des déductions un précédent fâcheux susceptible de provoquer d'autres demandes. Il est précisé, néanmoins, que, dans le cadre des mesures d'application de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, la refonte complète des textes portant sur les déductions élargira ces droits, particulièrement dans le secteur du commerce.

18145. — M. de Tinguy expose à M. le ministre de l'économie et des finances les faits suivants: Mme L..., propriétaire d'une parcelle de terre de 50 ares environ, et sa sœur, Mme V..., propriétaire d'une autre parcelle contiguë à la première, d'une contenance de 4 hectares 27 ares 10 centiares, ont donné ces deux parcelles à bail à M. G... Par suite, ces parcelles ayant été mises en vente, M. G... a usé de son droit de préemption et un seul acte de vente a été passé entre les parties, avec un prix différent pour chacune des venderesses. L'acquisition ayant été réalisée par le preneur dans l'exercice de son droit de préemption, il a demandé à bénéficier de l'exonération du timbre et des droits d'enregistrement prévue à l'article 1373 series B du code général des impôts. Cette exonération lui a été accordée sur le prix de vente correspondant à la parcelle ayant une contenance de 4 hectares 27 ares 10 centiares; mais elle lui a été refusée pour la parcelle d'une contenance de 50 ares, sous prétexte que cette surface était inférieure à 2 hectares — minimum de surface nécessaire pour que le fermier puisse exercer son droit de préemption dans le cas particulier visé. Il lui demande si, en raison du bail unique qui existait avant la vente, et de la situation des parcelles qui se touchent et sont exploitées par un même fermier, ce dernier n'est pas en droit d'obtenir l'exonération du timbre et des droits d'enregistrement pour la vente des deux parcelles, sans qu'il soit tenu compte de ce que l'une d'elles est inférieure à 2 hectares et appartient à l'une des venderesses seulement, dès l'instant qu'un seul acte de vente a été établi. (Question du 5 mars 1966.)

Réponse. — Il ne pourrait être pris parti sur le cas d'espèce évoqué par l'honorable parlementaire que si l'administration était en mesure de faire procéder à une enquête sur l'ensemble des circonstances de l'affaire. A cet effet, il serait nécessaire de connaître les nom, prénoms et domicile des parties intéressées ainsi que la situation des biens en cause.

18158. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la production et la vente des alcools procurent chaque année à l'Etat d'importantes revenus fiscaux. Il lui demande: 1° quel est le montant global des revenus fiscaux que l'Etat a retirés de la vente des alcools au cours de l'année 1965; 2° quelle est la part de ces revenus fiscaux pour chacun des secteurs d'utilisation des alcools. (Question du 5 mars 1966.)

Réponse. — 1° Le produit global des droits et taxes spécifiques perçus en 1965, au profit de l'Etat, sur les catégories d'alcool visées aux articles 403-1° à 5°, 406 bis, 406 ter et 406 quater du code général des impôts, s'est élevé à 1.055.549.870 francs; 2° la répartition de ce produit entre chacun des secteurs d'utilisation des alcools est la suivante: a) produits à base d'alcool à usage exclusivement médicamenteux ou impropres à la consommation de bouche: 7.248.990 francs; b) produits de parfumerie et de toilette: 30.175.580 francs; c) alcools utilisés à la préparation de vins mousseux et de vins doux naturels maintenus sous le régime fiscal des vins, vins de liqueur d'origine française bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementaire et crèmes de cassia: 46.382.880 francs; d) rhums: 127.273.210 francs; e) tous autres spiritueux: 638.994.090 francs; f) rhums et spiritueux composés à base d'alcools de cru dans les départements d'outre-mer (tarifs spéciaux, loi du 11 juillet 1953): 10.024.880 francs; g) apéritifs et boissons alcooliques provenant de la distillation des céréales: surtaxe et taxe prévues aux articles 406 bis et 406 quater du code général des impôts: 131.518.850 francs; h) apéritifs autres que ceux à base de vin: majoration prévue par l'article 406 ter, du code général des impôts de la surtaxe visée à l'article 1615 du même code: 63.931.390 francs. En outre, comme cela a été précisé dans la réponse à la question n° 9238 du 3 octobre 1964 posée par l'honorable parlementaire, les alcools sont imposables à la taxe sur la valeur ajoutée, mais les moyens dont dispose l'administration en matière de statistiques ne permettent pas une exploitation des déclarations de chiffre d'affaires suffisamment détaillée pour faire apparaître le montant de la taxe par catégorie de produits.

18284. — M. Sauzedde expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le V° Plan 1966-1970 a prévu que les collectivités locales et plus particulièrement les communes, auraient à financer plus de la moitié des équipements collectifs prévus pour la période du Plan et qu'elles le feraient notamment en augmentant leurs ressources par un accroissement des tarifs publics pour les services qu'elles gèrent ou les produits qu'elles vendent. Mais il lui fait observer que la politique de stabilisation suivie par le Gouvernement,

spécialement en matière de prix, constitue un obstacle à ces hausses de tarifs, les préfets n'autorisant pas les augmentations demandées par les assemblées locales. Dans ces conditions, il lui demande s'il compte prochainement mettre en conformité la politique économique du Gouvernement et les instructions données à l'administration préfectorale, avec les objectifs du Plan. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — Si le V^e Plan a prévu effectivement que le financement des équipements collectifs devrait être en partie à la charge des collectivités publiques et basé sur une tarification adéquate des services communaux, la loi n° 65-1001 du 30 novembre 1965 portant approbation du Plan de développement économique et social a apporté, dans le chapitre relatif à l'accroissement de l'épargne de ces collectivités, la restriction suivante: « Sous réserve des contraintes de la stabilité générale des prix ». Toutefois, des aménagements des tarifs locaux pourront être envisagés, notamment en matière d'eau, dans des cas bien établis de déficit des services d'exploitation ou pour faire face à des charges d'emprunts nécessités par des travaux de renouvellement ou d'extension des installations, l'autofinancement de ces travaux par les prix devant rester dans des limites très modérées et supportables par les usagers.

18285. — M. Sanson rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que selon le troisième alinéa de l'article 221-2 du code général des impôts, issu de l'article 47, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1959, « la notion de cessation d'entreprise devait être écartée dans le cas où des sociétés de capitaux ayant un objet purement civil et qui bornaient leur activité à l'exploitation des immeubles composant leur patrimoine, se transformaient en sociétés civiles immobilières sans modification de l'objet social, ni création d'un être moral nouveau ». De nombreuses réponses ministérielles étendaient même le bénéfice de ce régime de faveur aux sociétés dont les statuts prévoyaient une activité commerciale lorsqu'en dépit de cette prévision celles-ci bornaient en fait leur activité à l'exploitation purement civile de leur patrimoine immobilier depuis leur constitution. Il résultait de ce texte et de ces réponses que les plus-values latentes incluses dans l'actif immobilier n'étaient pas considérées comme réalisées du fait de cette transformation et, par suite, n'étaient pas soumises à l'impôt, ce qui répondait pleinement au but recherché par le législateur. D'autre part — comme les sociétés dont l'activité se borne à l'exploitation des immeubles composant leur patrimoine ne disposent en général d'aucune réserve — il en résultait que la transformation de ces sociétés en sociétés civiles immobilières n'avait, dans la plupart des cas, aucune incidence fiscale. Le troisième alinéa de l'article 221-2 du code général des impôts ayant été abrogé par l'article 17 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, les sociétés qui bénéficiaient de ses dispositions vont avoir à supporter maintenant, lors de leur transformation après agrément, sur les plus-values latentes de l'actif précédemment exonérées: 1° l'impôt sur les sociétés au taux de 10 p. 100; 2° la taxe forfaitaire de 15 p. 100, soit en définitive une charge fiscale de 23,5 p. 100. Il ne semble pas que cette charge de 23,5 p. 100, antérieurement inexistante et qui résulte des nouvelles dispositions, réponde aux intentions du législateur. En effet, il avait été précisé dans l'exposé des motifs de l'article 17 de la loi du 12 juillet 1965 que les allègements apportés par cet article étaient plus substantiels et enlevaient pratiquement tout intérêt au régime d'exception de l'article 221 qu'il convenait d'abroger. Comme on vient de le voir, les nouvelles dispositions, loin d'aboutir à un allègement, frappent au contraire d'une charge fiscale beaucoup plus lourde, lors de leur transformation, les sociétés visées par l'article 221. En outre, ces sociétés qui étaient en droit de supposer que les dispositions de l'article 221 avaient un certain caractère de permanence se sont trouvées inopinément victimes de son abrogation car elles ont perdu le bénéfice des dispositions prises antérieurement en leur faveur et dont elles n'ont pas pensé à bénéficier à temps. Il lui demande s'il envisage de prendre à l'égard de ces sociétés des mesures de tempérament permettant de répondre aux intentions réelles du législateur. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — Le régime d'exception instauré par l'article 47, alinéa 2, de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, repris sous l'article 221-2 (3^e alinéa) du code général des impôts a, d'une manière générale, perdu sa raison d'être depuis l'institution, par l'article 11 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 et les textes qui l'ont modifié (art. 9 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 et art. 18 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965), d'un régime particulier permettant aux sociétés de capitaux sans existence économique réelle de se dissoudre — ou, éventuellement, de se transformer en société de personnes — en ne supportant qu'une charge fiscale réduite. C'est pourquoi les dispositions du troisième alinéa de l'article 221-2 du code général des impôts — dont les dispositions allaient directement à l'encontre des principes normalement applicables en matière de transformation de sociétés — ont été abrogées, à l'initiative du Gouvernement, par l'article 18-4 de la loi du 12 juillet 1965 modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers. Mais cette abrogation n'a pas eu d'effet immédiat, les dispositions de l'article 18-4

subvisé ne prenant effet que pour la détermination des résultats des exercices ou périodes d'imposition ouverts à compter du 1^{er} septembre 1965 (décret n° 65-723 du 27 août 1965, art. 2). C'est ainsi que dans le cas, le plus fréquent, des sociétés dont l'exercice coïncide avec l'année civile, le bénéfice du régime issu de l'article 47, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1959 a pu être valablement invoqué jusqu'au 31 décembre 1965. Depuis la publication de la loi du 12 juillet 1965, les sociétés intéressées ont donc généralement disposé de délais suffisants leur permettant de se transformer en sociétés civiles immobilières avec le bénéfice du régime de faveur. Il n'est pas envisagé dans ces conditions de rouvrir, par voie de mesure administrative, les délais pendant lesquels ce régime a pu légalement s'appliquer. Au demeurant, il convient d'observer que l'article 48-2 de la loi susvisée du 12 juillet 1965 prévoit déjà que les sociétés de capitaux ayant pour unique objet la gestion des immeubles leur appartenant restent soumises au régime défini à l'article 47, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1959 pendant la durée du V^e Plan, dans la mesure où ces sociétés ont pour activité principale de donner en location ou d'affecter des immeubles à des organismes ayant un but charitable, éducatif, social ou culturel.

18294. — M. Christiaens rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 a, en son article 52 notamment, porté de 400.000 francs à 500.000 francs le chiffre limite devant présider à la détermination forfaitaire de l'impôt sur les bénéfices et des taxes sur le chiffre d'affaires. Il lui demande si la disposition considérée s'applique également au chiffre de 400.000 francs figurant au corps de l'article 270 ter du code général des impôts. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — L'article 52 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 qui a relevé les chiffres d'affaires limites au-delà desquels les redevables ne peuvent plus bénéficier du régime du forfait n'a aucune incidence sur les dispositions de l'article 270 ter du code général des impôts. En conséquence, seuls peuvent prétendre au régime de l'option pour la taxe sur les prestations de services les redevables dont le chiffre d'affaires soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la taxe sur les prestations de services n'a pas dépassé 400.000 francs au cours de l'année précédente.

18302. — M. de Préaumont demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, dans un appartement ancien destiné à la location, le remplacement d'une baignoire et d'un chauffe-bain, devenus hors d'usage en raison de leur vétusté, par des appareils de même nature, mais plus modernes (accumulateur d'eau de type courant substitué à un chauffe-bain de modèle ancien qui n'est plus fabriqué), constitue une dépense d'entretien susceptible de venir en diminution des revenus fonciers. Il lui fait observer que le remplacement d'appareils sanitaires hors d'usage par des appareils neufs de même nature revient à maintenir l'équipement existant et ne constitue pas une amélioration à proprement parler. Il lui rappelle également que, dans le même ordre d'idées: 1° le Conseil d'Etat a estimé que les dépenses effectuées par un propriétaire pour le remplacement d'une chaudière de chauffage central étaient déductibles des revenus fonciers pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (arrêt du 13 janvier 1965); 2° le tribunal administratif a admis que le remplacement d'un ascenseur vétuste ou de fonctionnement défectueux était une charge déductible (jugement du 11 juillet 1964). (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — Sous réserve de l'examen du cas particulier, il est indiqué à l'honorable parlementaire que, dès l'instant où les travaux effectués n'ont pas eu pour objet de doter l'immeuble d'un équipement nouveau ou d'augmenter celui qui existait précédemment, les frais correspondants doivent effectivement être admis en déduction pour la détermination du revenu foncier imposable à comprendre dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

18307. — M. Mer rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que par décision du 3 avril 1958 applicable à compter du 4 avril, le régime d'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires dont ont bénéficié, du 6 avril 1950 au 11 août 1957, les opérations dites « exportations invisibles » a été rétabli. Ne peuvent bénéficier de ces dispositions que les commerçants s'engageant vis-à-vis de l'administration, à effectuer un certain volume de ventes dans le cadre des exportations invisibles. Il lui demande: 1° quel est l'engagement minimum que doivent prendre les commerçants pour pouvoir réaliser ce genre d'opérations; 2° s'il n'envisage pas de réduire les exigences actuelles en cette matière. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — L'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires dont bénéficient les ventes faites aux touristes étrangers sous le régime dit des « exportations invisibles » est subordonnée à des justifications très précises, mais aucun engagement relatif à un certain volume de ventes n'est exigé du vendeur.

18382. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le régime artisanal est refusé à une exploitante de laverie, travaillant seule et utilisant, pour l'exercice de sa profession, deux machines à laver, une essoreuse et un séchoir mus par la force motrice mais dont le fonctionnement pour le nettoyage du linge — selon la nature de celui-ci (couleur, nylon, soie, etc.) — exige de l'intéressée une surveillance constante et l'intervention d'opérations diverses effectuées manuellement. Au surplus, elle doit effectuer un certain nombre de travaux pénibles pour une femme : ramassage, tri, puis distribution de draps et de bleus de travail, lesquels sont pris en charge par une blanchisserie en gros. Il est rappelé que l'article 11 de l'annexe II du code général des impôts dispose : « les artisans qui ont recours à un outillage mécanique mû par la force motrice peuvent être considérés comme artisans au sens des dispositions de l'article 1649 quater A du code général des impôts lorsque l'emploi de cet outillage ne modifie pas le caractère de leur activité. Il en est ainsi lorsque cet outillage se compose de machines dont le fonctionnement requiert l'intervention personnelle et constante de celui qui les utilise et met en jeu son attention, son habileté professionnelle ou même sa force musculaire » ; 2° un arrêt du Conseil d'Etat du 3 juillet 1957 a reconnu la qualité d'artisan au propriétaire d'une blanchisserie qu'il exploitait avec le concours exclusif de sa femme et qui utilisait pour l'exercice de sa profession deux machines à laver et une essoreuse actionnées mécaniquement dès lors qu'il restait astreint à de nombreuses manipulations personnelles. Dans ces conditions, il lui demande s'il compte donner les instructions nécessaires afin que l'intéressée soit considérée comme artisan pour l'application de la législation fiscale. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — La question posée visant un contribuable dont l'identité a été révélée à l'administration, il sera répondu directement à l'honorable parlementaire après enquête des services locaux de la direction générale des impôts.

18398. — M. Rabourdin demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui fournir des précisions concernant la taxe sur le chiffre d'affaires applicable aux opérations de louage de bateaux. Il lui expose la situation actuelle : « Les affaires faites hors de France ne sont pas soumises aux taxes sur le chiffre d'affaires, en vertu des articles 256 et 259 du code général des impôts. Dans le cas d'un bâtiment de plaisance loué pour un voyage en haute mer, dont les loyers subissent la taxe pour la partie du voyage dans les eaux territoriales et n'y seront pas soumis pour le parcours en dehors de ces eaux, il serait souhaitable de connaître le point de vue du ministre sur les deux questions suivantes : 1° quelle est la limite de ces « eaux territoriales ». En effet, si traditionnellement la limite est de 3 milles, l'administration fiscale et celle des douanes en particulier se reconnaissent — et exercent — un droit d'intervention dans une limite de 20 kilomètres ; 2° quelles sont les justifications à fournir à l'administration pour obtenir l'exonération de la taxe sur les prestations de services pour la partie du voyage en dehors des eaux territoriales. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — La location d'un bateau de plaisance pour une navigation en mer est exonérée de la taxe sur les prestations de services dans la mesure de l'utilisation du bateau au-delà des eaux territoriales (3 milles marins). Pour bénéficier de l'exonération, le loueur doit apporter la preuve de l'utilisation hors de France. A défaut d'éléments certains, l'intéressé peut procéder à une évaluation, sous sa responsabilité et sous réserve du droit de contrôle de l'administration fiscale.

18473. — M. Volquin demande à M. le ministre de l'économie et des finances à quel régime fiscal, en matière de taxes sur le chiffre d'affaires, sont soumises les différentes catégories de ventes — et plus particulièrement celles portant sur des surplus militaires non utilisés par l'armée — effectuées par le service des domaines. Pour le cas où certaines de ces ventes seraient exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée, il lui demande s'il faudrait les considérer dans tous les cas comme des ventes de marchandises d'occasion, et si l'exonération suivrait les marchandises, quels que soient les circuits commerciaux et transactions ultérieures. (Question du 16 mars 1966.)

Réponse. — Les ventes de biens vacants, épaves, objets déposés aux greffes, surplus, etc. faites par le service des domaines sont considérées comme portant sur des biens d'occasion et, à ce titre, exonérées des taxes sur le chiffre d'affaires (code général des impôts, articles 271, 34° et 1575-2, 30°). Bien entendu, si certains de ces biens faisaient ultérieurement l'objet d'opérations de rénovation ou de transformation assimilables à des actes de production, la taxe sur la valeur ajoutée deviendrait exigible sur le montant de la vente des biens rénovés.

18519. — M. Zimmermann expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un entrepreneur ayant conclu un marché de travaux immobiliers avec un client d'une ville éloignée. Lors de la conclusion du marché, ce client s'est engagé envers l'entrepreneur à verser au personnel de ce dernier appelé à se déplacer, une indemnité de déplacement de 30 F par jour et par personne. En pratique, cette indemnité est payée aux salariés par l'entrepreneur, lequel est remboursé par son client, suivant facture séparée. Il lui demande si cette indemnité de déplacement est ou non soumise aux taxes sur le chiffre d'affaires. (Question du 18 mars 1966.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 273-51° du code général des impôts, le chiffre d'affaires imposable à la taxe sur la valeur ajoutée en matière de travaux immobiliers est constitué par le montant des marchés, mémoires ou factures, tous frais et taxes compris, atténué d'une réfaction de 40 p. 100. Dans le cas visé par l'honorable parlementaire, l'indemnité de déplacement versée par l'entrepreneur à son personnel constitué, au même titre que les frais de main-d'œuvre, un élément du montant du marché à soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée.

EQUIPEMENT

18703. — M. Palmero demande à M. le ministre de l'équipement si les pêcheurs à la ligne ou sous-marins sont autorisés à vendre librement le poisson pêché ou bien s'il existe des règles, notamment sur le plan de la salubrité, qui protègent les pêcheurs professionnels. (Question du 29 mars 1966.)

Réponse. — Le régime général de l'inscription maritime réserve aux seuls inscrits maritimes tous les avantages attachés à la pêche professionnelle et notamment la faculté de commercialiser librement le produit de leur pêche. Par contre, les pêcheurs à la ligne et les pêcheurs sous-marins ne doivent exercer leur activité que pour satisfaire à leur consommation personnelle ou familiale.

INDUSTRIE

18355. — M. Manceau expose à M. le ministre de l'Industrie que la direction générale de l'E. D. F. ayant décidé de dissoudre certains centres de changement de tension et, en ce qui concerne plus particulièrement la Sarthe, le groupement n° 30 du Mans, un vif mécontentement s'est emparé du personnel de l'E. D. F. et des usagers. Ces services, créés en 1955, avaient pour centre Marseille. Vu l'importance et le volume des travaux à réaliser, le centre de Marseille éclatait en 1959 et un centre nouveau était constitué à Melun, la zone d'action de chacun des services couvrant la moitié du pays. A ce jour, les deux tiers environ des usagers sont raccordés à des réseaux 220/380 volts, c'est-à-dire qu'il reste plus de cinq millions d'abonnés chez lesquels le changement de tension reste à effectuer. Invoquant le manque de crédits et, d'autre part, la facilité pour l'usager d'acquiescer des appareils bi-tension, la direction générale d'Electricité de France envisage de suspendre les opérations de changement de tension durant un dizaine d'années et par voie de conséquence, de dissoudre le centre de changement de tension et une vingtaine de groupements dans les deux ans à venir. Il est incontestable que cette décision, si elle était appliquée, créerait des difficultés et des injustices. Dans la Sarthe, 88 communes ont été visitées par les services de ce groupement, c'est-à-dire que, pour harmoniser les réseaux des communes du département de la Sarthe, il reste encore beaucoup à faire. Il serait inadmissible qu'il y ait deux sortes de courant dans la même commune ou une différence de courant entre deux communes voisines. Les conséquences seraient graves aussi bien pour les électriciens locaux que pour les usagers. Les campagnes commerciales « Compteurs bleus », « Eau chaude », « Cuisines électriques », resteraient sans portée puisque, techniquement, il ne pourrait être donné satisfaction à la demande. Outre que cette mesure va à l'encontre de l'intérêt du service national, par l'abandon d'investissements très importants, et que le reclassement des agents pose de graves problèmes humains, il ne fait aucun doute que la dissolution du centre de changements de tension est contraire à l'intérêt général. Les abonnés seraient traités de façon différente suivant le cas : 1° sans frais, chez celui où le passage en 220 volts a été effectué par le service du centre de changement de tension ; 2° uniquement à titre onéreux en cas de disparition de ce service, par le truchement du « Compteur bleu » (coût : soit 100 francs, soit 200 francs suivant l'état du branchement). Cette mesure traiterait à l'encontre des projets des départements et des communes qui ont envisagé le renforcement de leur réseau électrique en 220/380 volts. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'entend pas donner des instructions à la direction de l'E. D. F. pour que soient maintenus et renforcés les centres de changement de tension et plus particulièrement le groupement du Mans. (Question du 12 mars 1966.)

Réponse. — Il n'est pas envisagé de suspendre les opérations de changement de tension en cours depuis de nombreuses années sur l'ensemble du territoire; en zone rurale, le renforcement des réseaux par leur transformation en 220/380 volts à réaliser dans le cadre des travaux d'électrification rurale subventionnés par l'Etat doit être activement poursuivi au cours du V^e Plan. En ce qui concerne les communes urbaines, les opérations de changement de tension continueront à être réalisées par « Electricité de France », mais selon un rythme différent; elles ne se feront plus par grandes zones concentrées, mais à l'occasion surtout des demandes d'augmentation de puissances des usagers; celles-ci étant réalisées dans le cadre des opérations « Compteur bleu » les usagers bénéficieront de la gratuité de la modification de leurs appareils électroménagers. Cette dispersion géographique des opérations a conduit « Electricité de France » à intégrer les spécialistes du changement de tension dans les effectifs normaux des centres de distribution, mais cette intégration ne pose pas de problèmes de reclassement ni, dans la plupart des cas, de problèmes de changement de résidence, puisque ces spécialistes sont déjà, pour la plus grande partie, fixés auprès des unités d'exploitation.

18430. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre de l'Industrie qu'étant donné le déficit annuel de notre balance « brevets » — déficit atteignant selon certaines déclarations 400 millions — et notre infériorité en matière de constructions mécaniques par rapport aux autres pays de la C. E. E., il semble indispensable que les services officiels ayant mission d'aider les inventeurs s'efforcent d'encourager au maximum les ingénieurs qui conçoivent des machines susceptibles de répondre à des besoins nouveaux, ou d'ajouter d'importantes possibilités aux machines existantes. Il lui cite le cas d'un ingénieur, dont les réalisations ont déjà donné des résultats importants en matière d'équipement et d'exportations, qui s'est vu refuser une aide de 20.000 francs pour la réalisation d'un prototype dans son atelier privé de recherches, les services compétents de l'administration ayant estimé que cette machine ne paraissait pas présenter un intérêt suffisant. En raison de ce refus, le tour n'a pu être réalisé qu'avec cinq ans de retard. Il est considéré, à l'heure actuelle, par les représentants des maisons de vente de machines-outils, comme répondant à un besoin qui n'a pas encore été satisfait, et comme pouvant être vendu, non seulement en France, mais en Afrique et en Amérique du Sud. Il est regrettable que, faute d'une aide pécuniaire en temps voulu, des brevets étrangers ne puissent être pris afin de réserver à la France le bénéfice de telles inventions. Il lui demande de lui indiquer si un ingénieur inventeur auquel une aide est refusée pour la poursuite de travaux relatifs à certaines inventions particulièrement intéressantes sur le plan de la compétition internationale, dispose de moyens de recours contre cette décision et s'il n'estime pas souhaitable que, dans le cas d'inventeurs ayant déjà donné des preuves de l'intérêt que présentent leurs réalisations, l'examen des demandes d'aide financière soit fait avec la plus grande bienveillance. (Question du 15 mars 1966.)

Réponse. — L'invention dont il est question a effectivement fait l'objet d'une demande d'aide présentée en 1961 par un ingénieur constructeur pour la mise au point d'un tour parallèle. Etant donné l'intérêt prioritaire que présentaient, par rapport à l'étude en cause, d'autres projets soumis à l'administration, étant donné, par ailleurs la modicité des crédits mis, à l'époque, à la disposition du ministère de l'Industrie, cette demande n'a pu être retenue. Depuis 1965, les avances remboursables pour l'aide à la recherche et au développement de matériels ou produits nouveaux sont imputables sur des crédits ouverts au ministère de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, et les demandes correspondantes doivent être adressées à la délégation générale de la recherche scientifique et technique, 103, rue de l'Université. Le ministère de l'Industrie ne dispose, en effet, dans son propre budget d'aucun crédit pour accorder des subventions ou des prêts aux inventeurs qui lui en font la demande. Il peut, cependant, grâce à l'expérience de ses ingénieurs, donner d'utiles conseils aux inventeurs et les mettre en rapport avec les sociétés industrielles susceptibles de s'intéresser à leurs inventions. Les inventeurs peuvent également demander des prêts à certaines sociétés financières qui leur apportent le concours de leurs services techniques pour la mise au point industrielle de l'invention. La tâche des services qui s'intéressent ainsi aux inventions n'est pas toujours facilitée par les inventeurs eux-mêmes dont certains, soucieux de défendre leurs inventions pourtant protégées par des brevets, hésitent à donner les explications techniques nécessaires pour la mise en valeur de ces inventions. De tels inventeurs paraissent estimer que l'existence seule de leur invention devrait suffire, en dehors de toute

formation technique, à leur ouvrir un droit à une subvention ou à un prêt. Le refus opposé par une société financière à une demande de prêt, soit en raison du trop faible intérêt économique de l'invention, soit par défaut d'informations techniques suffisantes ne peut pas faire l'objet d'un recours administratif. L'expérience montre, d'ailleurs, que lorsque les inventeurs présentent des découvertes techniquement et économiquement valables et lorsqu'ils acceptent de donner des informations suffisantes pour la mise au point industrielle de leurs inventions, leurs demandes d'aide financière sont examinées avec la plus grande bienveillance.

INTERIEUR

18810. — M. Paul Coste-Floret attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation pénible dans laquelle se trouvent les agriculteurs rapatriés d'Algérie établis dans le Languedoc qui ont subi trois calamités successives en treize mois, leur faisant perdre presque entièrement deux récoltes et qui seront obligés d'abandonner à brève échéance les exploitations acquises avec l'aide du prêt accordé aux rapatriés si des mesures ne sont pas prises en leur faveur. Il serait particulièrement souhaitable qu'une décision intervienne le plus rapidement possible, concernant le remboursement des prêts consentis aux rapatriés, compte tenu de la perte de deux années de récoltes consécutives aux gelées de 1963 et 1964 et à l'obligation dans laquelle se trouvent les intéressés de procéder à deux restaurations ou à des remplacements de vignes très onéreux. La franchise de la période de remboursement qui avait été fixée à cinq ans devrait être doublée. Il serait également indispensable qu'il soit sursis à toutes poursuites envers les débiteurs rapatriés de bonne foi, victimes de calamités agricoles aux prises avec les difficultés d'une réinstallation qui s'avère très difficile jusqu'au règlement de l'indemnisation équitable qui devrait leur être accordée pour les dommages subis en Algérie. Il lui demande de bien vouloir préciser quelles sont les intentions du Gouvernement à l'égard de cette catégorie de rapatriés. (Question du 13 avril 1966.)

Réponse. — L'arrêté du 8 juin 1962 a précisé les conditions dans lesquelles les agriculteurs rapatriés peuvent bénéficier de prêts et subventions de reclassement, les prêts de l'espèce étant attribués par les caisses de crédit agricole pour une durée maximum de trente ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans pour l'acquisition et l'aménagement d'une exploitation agricole. Le rapatrié — dès lors que le prêt est mis en place — ne relève plus de la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, mais de la réglementation des prêts propre à la caisse nationale de crédit agricole. Toutefois, dans un souci de compréhension à l'égard des rapatriés en difficulté, mes services ne se refusent pas à intervenir auprès de la caisse nationale de crédit agricole pour que soient examinées avec bienveillance les demandes tendant à l'aménagement des conditions de prêts. Par ailleurs, les rapatriés sinistrés ont la possibilité de bénéficier de la législation en vigueur en matière de calamités agricoles, au même titre que les agriculteurs métropolitains.

19084. — M. Pimont expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'il a été saisi de réclamations émanant de rapatriés. Ceux-ci recevaient, en cette qualité, une aide financière dans le cadre des dispositions du décret du 31 octobre 1962 pour amélioration des immeubles dont ils avaient fait l'acquisition. Une circulaire ministérielle n° 466 de votre département, en date du 2 août 1965, a prescrit à MM. les préfets de ne plus réunir, jusqu'à nouvelles instructions, les commissions d'attribution des prêts et subventions pour remise en état de logements anciens. Il lui demande s'il ne juge pas utile d'abroger cette circulaire, qui crée des inégalités et ne permet pas aux rapatriés qui sont dans le besoin d'apporter les améliorations indispensables aux immeubles dont ils sont devenus propriétaires. (Question du 21 avril 1966.)

Réponse. — La procédure instituée par l'ordonnance n° 62-1063 du 10 septembre 1962 et le décret n° 62-275 du 31 octobre 1962 a pris fin le 31 décembre 1965; pour respecter les dotations budgétaires, les dossiers présentés au titre de ces textes n'ont plus été reçus à compter du 2 août 1965. Cette circonstance ne fait pas obstacle au dépôt de demandes d'aide financière pour la remise en état des locaux d'habitation dans le cadre de la réglementation de droit commun; il appartient aux intéressés de s'adresser, selon les cas, au fonds national d'amélioration de l'habitat (F. N. A. H.), 23, place Vendôme, à Paris (1^{er}), aux services du génie rural, et, enfin, à la fédération nationale des centres de propagande et d'action contre le taudis (P. A. C. T.), 23, rue de la Sourdière, à Paris (1^{er}).